


République du Sénégal

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION

**DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION
ET DES POLITIQUES ECONOMIQUES**



**SITUATION
ECONOMIQUE ET
FINANCIERE EN 2024 ET
PERSPECTIVES 2025**

**Direction de la Prévision et des Etudes
Economiques
(DPEE)**

@DPMSP juillet 2025



La situation économique et financière (SEF) est un document d'analyse macroéconomique qui est publié deux fois dans l'année. Celui-ci fait le point sur la situation de 2024 et les perspectives de 2025.

Sous la supervision de

Souleymane DIALLO	Directeur général de la Planification et des Politiques Economiques
Djibril DIONE	Coordonnateur de la Direction générale de la Planification et des Politiques Economiques
Alassane DIALLO	Directeur de la Prévision et des Etudes Economiques
Hamat SY	Chef de la Division des Projections Macroéconomiques et du Suivi des Programmes (DPMSP)

Equipe de rédaction

Environnement international et Secteur réel	Dr. Idrissa	DIAGNE
	Abdou	SENE
	Hamady	DIALLO
Finances Publiques	Mamadou	CISSE
	Awa Kane	KONTE
	Khadidiatou	FALL
Balance des Paiements et Monnaie	Abdoulaye	SOW
	Aya	GAYE

Table des matières

Table des matières

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	6
1- CROISSANCE ET COMPETITIVITE.....	9
1.1. ESTIMATION DES RESSOURCES ET EMPLOIS DU PIB EN 2024.....	9
1.1.1 Les ressources du PIB.....	9
1.1.2 Les emplois du PIB.....	14
1.1.3 L'Inflation.....	15
1.1.4 La Compétitivité.....	16
1.2. PERSPECTIVES ECONOMIQUES EN 2025	16
1.2.1. Les ressources du PIB.....	16
1.2.2. Les emplois du PIB.....	19
1.2.3. L'Inflation	20
2. LES FINANCES PUBLIQUES.....	20
2.1. EXERCICE BUDGETAIRE EN 2024	20
2.1.1. Les Recettes.....	20
2.1.2. Les dépenses.....	21
2.1.3. Le Financement.....	21
2.2. PERSPECTIVES BUDGETAIRES EN 2025	22
2.2.1. Les Recettes.....	22
2.2.3. Les dépenses.....	23
2.2.4. Le Financement.....	23
3. LA BALANCE DES PAIEMENTS	24
3.1. ESTIMATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2024	24
3.1.1. Evolution de la balance courante.....	24
3.1.2. Evolution du compte de capital et du compte financier.....	25
3.2. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS EN 2025	25
3.2.1. Evolution de la balance courante.....	25
3.2.2. Evolution du compte de capital et du compte financier.....	26
4. LA SITUATION MONETAIRE.....	27
4.1. ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2024	27
4.1.1. Les avoirs extérieurs nets.....	27
4.1.2. Les créances intérieures.....	27
4.1.3. La masse monétaire.....	27
4.2. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2025.	27
5. LES RISQUES MACROECONOMIQUES	28
ANNEXES	29

RÉSUMÉ

L'année 2024 a été singulièrement marquée, à l'international, par l'élection présidentielle américaine, la crise au Moyen-Orient et la guerre russo-ukrainienne qui ont continué d'affecter les chaînes d'approvisionnement avec comme conséquence la persistance de l'inflation à l'échelle mondiale, malgré une certaine détente ayant conduit à la baisse des taux directeurs des grandes banques centrales notamment, aux Etats-Unis et dans la zone Euro.

Globalement, les estimations du FMI du mois d'avril 2025 font ressortir une croissance de l'activité économique mondiale de 3,3% en 2024, soit le même rythme qu'en 2023. En outre, les perspectives de l'économie mondiale en 2025 ont été révisées à la baisse, dans un contexte marqué par l'accentuation rapide des tensions commerciales enclenchées par l'administration Trump. Globalement, l'activité économique mondiale devrait ralentir à 2,8% en 2025, après 3,3% en 2024. Dans la zone **UEMOA**, la croissance du PIB est estimée à 6,2% en 2024, après 5,3% en 2023. Elle devrait ressortir à 6,3% en 2025, à la faveur de la performance attendue des activités agricole, extractive et manufacturière.

L'activité économique interne en 2024 a été marquée par une conjoncture difficile en début d'année en liaison avec les incertitudes liées au réaménagement du calendrier électoral. Elle a également été impactée, en plus de la longue pause pluviométrique, par les inondations survenues dans le nord et le nord-est du pays au courant du dernier trimestre de l'année, qui ont causé des dégâts importants dans les secteurs agricole et de l'élevage. Toutefois, l'activité économique globale est restée dynamique à la faveur du démarrage, depuis le mois de juin 2024, de la production de pétrole. Par ailleurs, la bonne tenue des élections présidentielle et législatives ont favorisé une certaine reprise des activités économiques au second semestre. Globalement, le PIB réel est estimé en hausse de 6,1% en 2024 contre 4,3% en 2023. La croissance hors hydrocarbures et agriculture est estimée à 3,5% en 2024.

S'agissant des prix, **l'inflation**, mesurée par l'indice national harmonisé des prix à la consommation (INHPC), est ressortie à 0,8% en 2024 contre 5,9% en 2023. Cette quasi-stabilité des prix est observée au niveau de tous les postes de consommation, à l'exception des meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer (+2,1%).

S'agissant de la gestion budgétaire, elle est marquée par les mesures correctives engagées par les autorités pour prendre en charge l'assainissement des finances publiques et poser les jalons de la conduite des orientations budgétaires en phase avec la vision Sénégal 2050. **Globalement, le déficit budgétaire dons compris se situe à 2 668,9 milliards, soit 13,4% du PIB à fin 2024 contre une réestimation du déficit de 2 749,3 milliards en 2023 correspondant à 14,8% du PIB.**

Pour ce qui est des échanges avec le reste du monde, ils se sont traduits par une atténuation du déficit du compte courant de 1 205,6 milliards en 2024, passant de 3 683,3 milliards (19,8% du PIB) en 2023 à 2 477,7 milliards (12,5% du PIB). Par ailleurs, le solde du compte capital passe de 165,6 milliards

en 2023 à 177,4 milliards en 2024. Quant au solde du compte financier, entre 2023 et 2024, il est marqué par une baisse des engagements nets de 1 222,1 milliards pour se situer à 2 362,9 milliards. Par conséquent, le solde global de la balance des paiements ressort excédentaire de 77,2 milliards contre 80,7 milliards en 2023.

S'agissant de la situation monétaire, elle est marquée en 2024 par une hausse des avoirs extérieurs nets (+77,2 milliards), un accroissement des créances intérieures (+498,1 milliards) et une expansion de la masse monétaire (+3,9%).

L'année 2025 devrait consacrer la mise en œuvre des projets et programmes pour l'atteinte des objectifs fixés dans le cadre de la nouvelle stratégie nationale de développement. **Globalement, le taux de croissance du PIB réel est projeté à 8,0% en 2025 contre une prévision de 6,1% en 2024. Hors agriculture et hydrocarbures, l'activité économique devrait croître de 3,8%.**

L'inflation, mesurée par le déflateur du PIB, pour sa part, est projetée à 1,0% en 2025, contre 0,7% en 2024.

Concernant la gestion budgétaire au titre de 2025, le déficit budgétaire a été révisée à la hausse, passant de 7,1% dans la LFI 2025 à 7,8% dans la LFR 2025. Cette situation fait suite au ralentissement de la croissance économique, à la baisse de la mobilisation des recettes et au relèvement des dépenses sur les charges d'intérêts et des subventions.

En 2025, la situation des échanges du Sénégal avec le reste du monde devrait se traduire par une atténuation du déficit du compte courant de 1 074,3 milliards en 2025, passant de 2 477,7 milliards (12,5% du PIB) en 2024 à 1 403,4 milliards (6,5% du PIB). Cependant, le solde compte du capital se dégraderait de 8,7 milliards pour s'établir à 169,0 milliards en 2025, comparé à l'année précédente. Par ailleurs, les engagements nets du compte financier passeraient de 2 362,9 milliards à 1 561,8 milliards entre 2024 et 2025. En définitive, le solde global de la balance des paiements devrait afficher un excédent de 327,1 milliards en 2025 contre 77,2 milliards en 2024.

Concernant la situation monétaire, elle serait caractérisée, en 2025, par une hausse des avoirs extérieurs nets (+327,2 milliards), une progression des créances intérieures de 1,7% (+176,8 milliards) et une expansion de la masse monétaire (+4,9%). La faible hausse des créances intérieures résulte de la progression des créances à l'économie de +6,8 %, combinée à une baisse de 7,7 % des créances nettes sur l'administration centrale.

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'année 2024 a été singulièrement marquée par l'élection présidentielle américaine, la crise au Moyen-Orient et la guerre russo-ukrainienne qui ont continué d'affecter les chaînes d'approvisionnement avec comme conséquence la persistance de l'inflation à l'échelle mondiale malgré les baisses des taux directeurs des grandes banques centrales notamment, aux Etats-Unis et dans la zone Euro. Par conséquent, l'économie mondiale s'inscrit dans un sentier de croissance modérée, reflétant le ralentissement de l'activité dans le secteur manufacturier. Globalement, les estimations du FMI parues au mois d'avril 2025 font ressortir une croissance de l'activité économique mondiale de 3,3% en 2024, soit le même rythme qu'en 2023.

Les perspectives de l'économie mondiale en 2025 ont été révisées à la baisse, dans un contexte marqué par l'accentuation rapide des tensions commerciales et la nouvelle politique américaine. Globalement, l'activité économique mondiale devrait ralentir à 2,8% en 2025 après 3,3% en 2024.

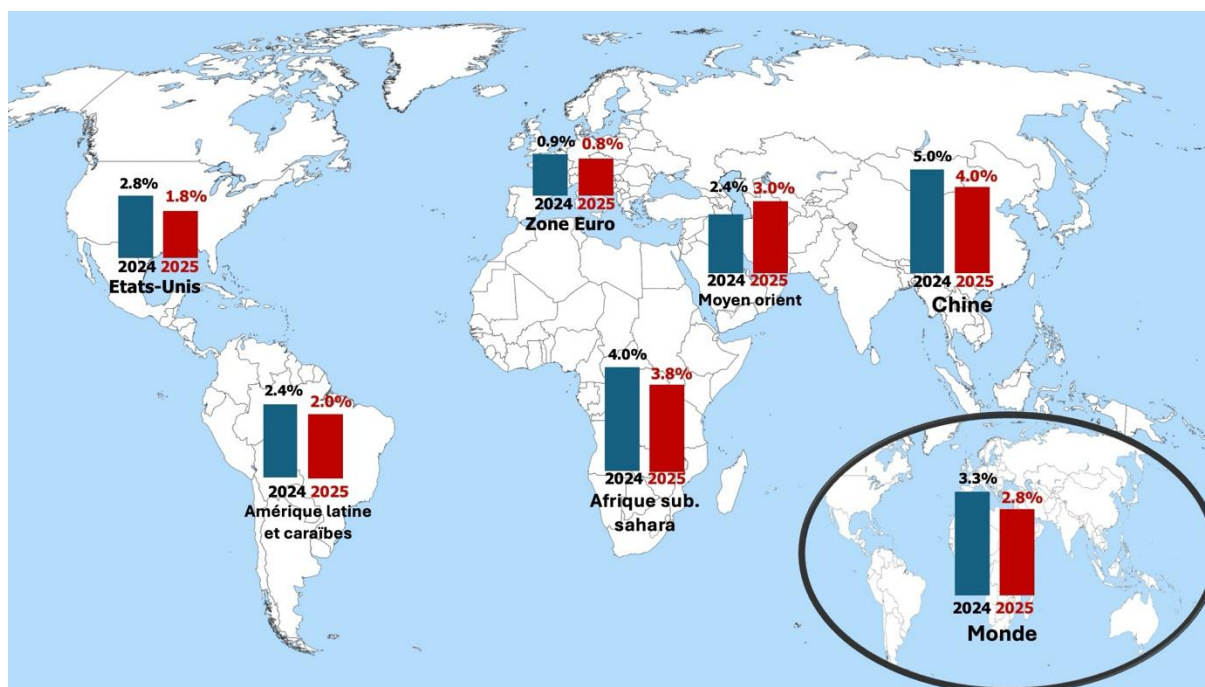
Dans les pays avancés, l'activité économique devrait ralentir entre 2024 et 2025, avec une croissance passant de 1,9% à 1,4%, en liaison, notamment avec la hausse généralisée des droits de douanes américains, induisant un commerce mondial moins dynamique. Ainsi, la croissance économique devrait fléchir aux Etats-Unis (1,8% en 2025 contre 2,8% en 2024), dans la zone euro (0,8% en 2025 contre 0,9% en 2024) et au Canada (1,4% en 2025 contre 1,5% en 2024). Par contre, au Japon, la croissance est attendue à 0,6% en 2025, après 0,1% en 2024.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance économique devrait ressortir à 3,7% en 2025, soit son plus bas niveau depuis 2000. Ce résultat s'explique par les multiples restrictions commerciales, la faiblesse de la demande intérieure en Chine et le tarissement de l'aide internationale au développement.

En Afrique subsaharienne, l'activité économique devrait ralentir à 3,8% en 2025, contre 4,0% en 2024. Cette décélération de l'activité économique est essentiellement imputable au Nigéria avec une prévision de croissance de 3,0%, après 3,4% en 2024. La croissance sud-africaine devrait s'établir à 1,0% en 2025 après 0,6% en 2024.

Dans la zone **UEMOA**, la croissance du PIB est estimée à 6,2% en 2024 après 5,3% en 2023. Elle devrait ressortir à 6,3% en 2025, à la faveur de la performance attendue des activités agricole, extractive et manufacturière.

Graphique 1 : Perspectives de l'économie mondiale



Source : Rapport perspectives économiques mondiale, avril 2025

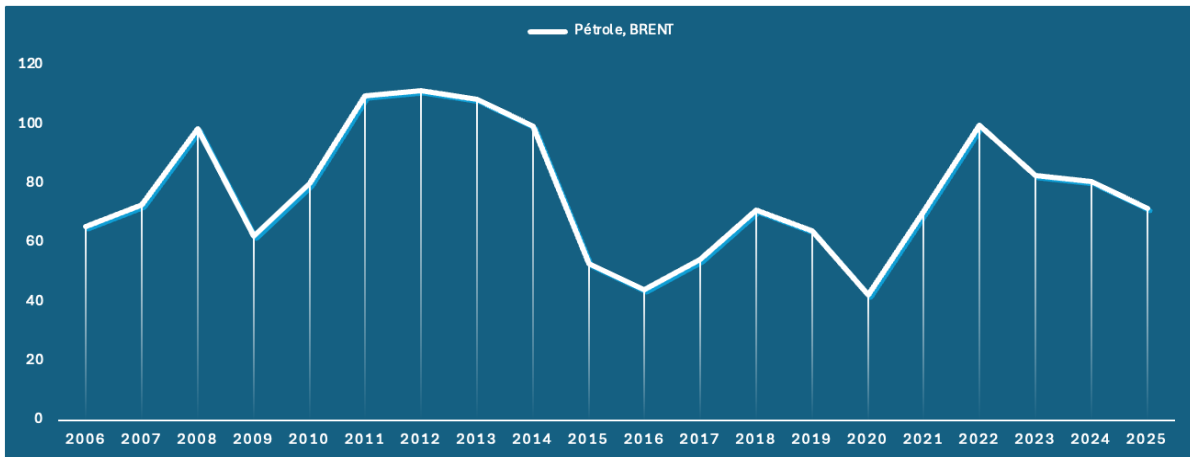
Concernant le **commerce international**, une certaine morosité est notée, due, en partie, à l'effet des nouvelles barrières tarifaires imposées par l'Administration Trump. En effet, selon les prévisions du FMI du mois d'avril 2025, le commerce mondial devrait enregistrer un fort ralentissement avec une croissance attendue à 1,7% en 2025, après une hausse de 3,8% en 2024, soit un net recul par rapport aux années précédentes, perceptible aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents et en développement.

S'agissant de l'**inflation mondiale**, elle devrait poursuivre son ralentissement mais avec un rythme plus lent que ce qui a été prévu en janvier 2025, compte tenu de l'impact des surtaxes, pour atteindre 4,3% en 2025 contre 3,6% en 2026, avec des révisions à la hausse pour les Etats-Unis et d'autres économies avancées.

Au niveau de la Zone UEMOA, l'inflation devrait se situer à 2,7% en 2025 après 3,5% en 2024, en raison de la détente des cours mondiaux des produits alimentaires et pétroliers importés, ainsi que des résultats de la campagne agricole 2024/2025.

Pour ce qui est du **cours du pétrole**, il s'est établi en 2024, en moyenne, à 79,2 dollars le baril, soit un repli de 1,9% par rapport à 2023. Il devrait également décliner en 2025 avec un niveau attendu à 66,9 dollars, soit une contraction de 15,5% par rapport à 2024, liée à une anticipation d'abondance de l'offre, en provenance notamment des USA conformément aux engagements du Président américain. Quant aux cours des autres matières premières (hors combustibles), ils devraient se relever globalement de 2,5% en 2025.

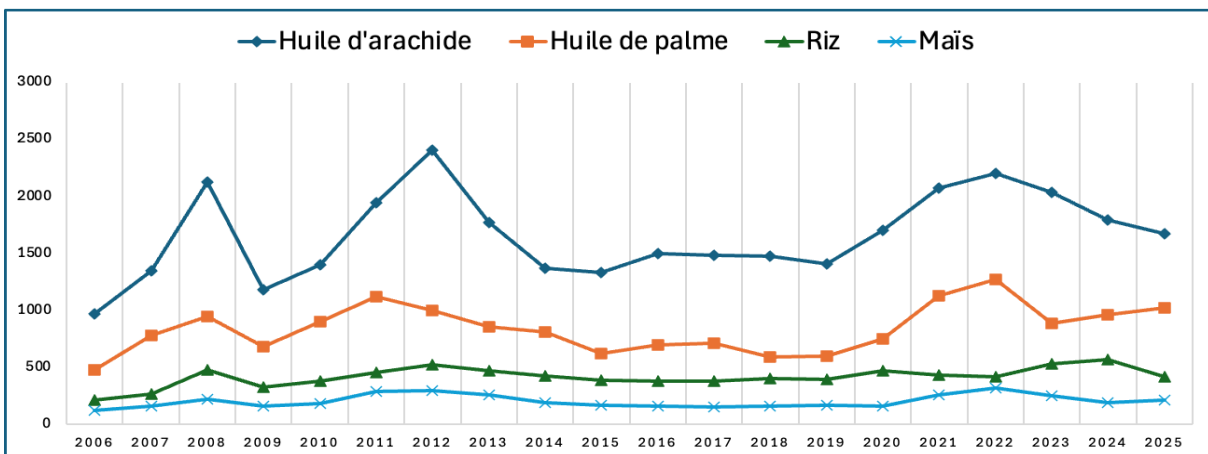
Graphique 2 : Évolution du cours du baril (Brent \$, fin de période)



Source : Tableau de bord MEPC/DGPPE/DPEE, juillet 2025

Les cours des produits alimentaires ont baissé en 2024 par rapport à 2023, à la faveur du repli des cours des produits énergétiques, notamment, du pétrole (-1,9%). En effet, les cours des produits alimentaires ont baissé de 8,5% en 2024 soutenue par le recul des cours des céréales (-15,9%) et des « huiles et farines » (-10,9%).

Graphique 3 : Évolution du cours des produits alimentaires



Source : Tableau de bord MEPC/DGPPE/DPEE, juillet 2025

Sur le **plan financier**, la plupart des banques centrales continuent de baisser leurs taux directeurs à des rythmes différents en raison de disparités dans les perspectives de croissance et d'inflation, liées principalement aux tensions commerciales entre les Etats-Unis et les autres pays, notamment la Chine. Les conditions financières mondiales demeurent moins accommodantes dans leur globalité et se sont légèrement resserrées depuis le mois d'avril 2025.

1- CROISSANCE ET COMPÉTITIVITÉ

1.1. ESTIMATION DES RESSOURCES ET EMPLOIS DU PIB EN 2024

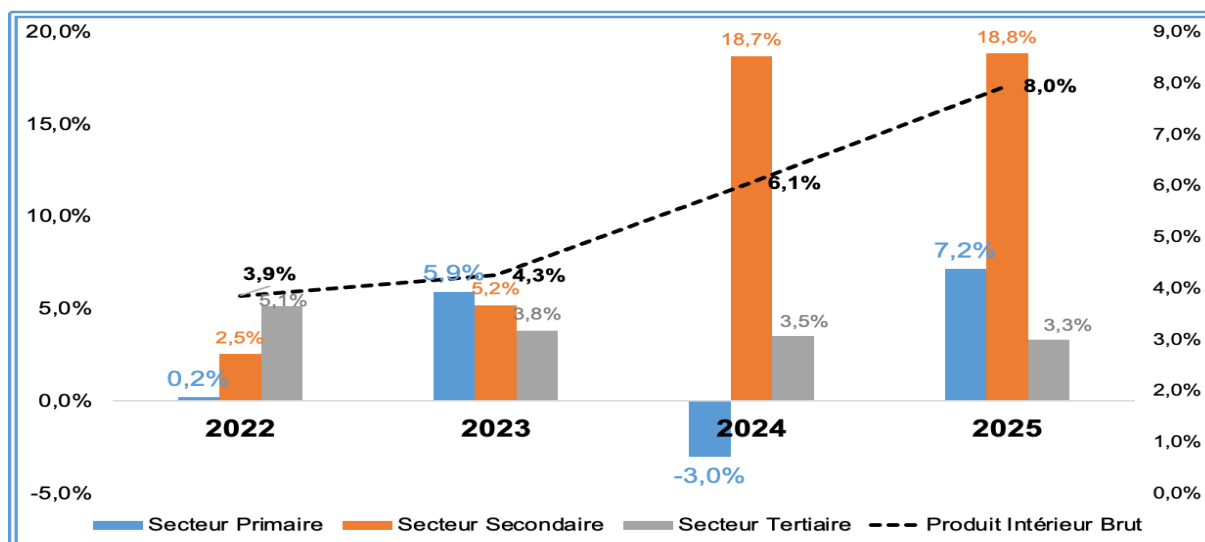
1.1.1 LES RESSOURCES DU PIB

En 2024, l'économie nationale a été marquée par une conjoncture difficile en début d'année en liaison, notamment, avec les incertitudes liées au réaménagement du calendrier électoral. En outre, le pays a été touché par les inondations dans le nord et le nord-est du pays au courant du dernier trimestre et la longue pause pluviométrique du mois d'août qui a affecté la production agricole. Fort heureusement, la production de pétrole a démarré depuis le mois de juin 2024.

Par ailleurs, le bon déroulement des élections présidentielle et législative ont favorisé une certaine reprise économique, contribuant à conforter le dynamisme de l'activité.

Globalement, l'activité économique est estimée en hausse de 6,1% en 2024 contre 4,3% en 2023. Cette croissance est largement tirée par le secondaire (+18,7%) en liaison avec la production de pétrole et, dans une moindre mesure, par le secteur tertiaire (+3,5%). Le secteur primaire, pour sa part, s'est replié de 3,0%. La croissance du PIB hors hydrocarbures et agriculture est ressortie à 3,5%.

Graphique 4 : Évolution de la croissance du produit intérieur brut par secteur



Sources : DGPPE/DPEE, juin 2025

Le secteur **primaire** s'est contracté en 2024, sous l'effet du recul du sous-secteur agricole malgré les différentes mesures de soutien des autorités pour renforcer la production agricole. En outre, les inondations survenues en octobre ont entraîné des pertes de surfaces agricoles qui ont impacté, quelque peu, la dynamique du secteur qui a subi, par ailleurs, les contrecoups de la longue pause pluviométrique. Toutefois, ce repli a été atténué par le dynamisme des sous-secteurs de l'élevage et de la pêche. Au total, l'activité du secteur primaire s'est repliée de 3,0% en 2024, après une progression de 5,9% en 2023.

Le sous-secteur **agricole et des activités annexes** a connu une baisse en 2024, résultant d'une conjonction de plusieurs facteurs, notamment, la longue pause pluviométrique et les inondations du mois d'octobre 2024 au nord et nord-est du Sénégal. Cependant, le relèvement du budget de la campagne 2024/2025 à 120 milliards a permis d'avoir des semences de qualité et des engrais mais également de faire face à la situation phytosanitaire. La baisse de la production de céréales (-11,5%) et de l'arachide (-24,8%) est imputable à la fois à la baisse des rendements et des superficies emblavées. Toutefois, la contre-performance du sous-secteur agricole a été atténuée par la bonne tenue de la production horticole représentant 56,7% de la production totale et qui s'est renforcée de 3,5%.

Au total, l'activité du sous-secteur agricole s'est repliée de 6,3% en 2024, après la reprise de 2023 (+7,6%) qui fait suite au recul de 1,7% noté en 2022.

Les activités d'**élevage** sont restées dynamiques en 2024, avec des hausses observées dans la production de lait (+14,4%), de la volaille familiale (+3,2%) et de poussins industriels (+7,3%). Globalement, l'activité du sous-secteur de l'élevage s'est renforcée de 4,6% en 2024, contre 3,9% un an plus tôt.

Encadre 1: Le cas des inondations au Sénégal sur le dernier trimestre de l'année 2024

Des crues sans précédent ont frappé les régions nord et nord-est du pays à la suite de la forte montée des niveaux des trois affluents du fleuve Sénégal (Falémé, Bafing et Bakoye). Par ailleurs, le débordement du fleuve Gambie a également affecté les régions situées des deux côtés de ce cours d'eau. Ces crues ont entraîné des déplacements de populations, des pertes de terres agricoles et de cheptels, des dégradations d'infrastructures (pistes de production, écoles, structures de santé, établissements hôteliers, etc.), et risquent de créer une menace majeure pour la santé et l'éducation des populations. En réponse à cette catastrophe, les autorités sénégalaises ont débloqué une enveloppe de huit (08) milliards de FCFA et mobilisé l'armée nationale pour venir en aide aux populations sinistrées.

Les estimations provisoires font état de pertes financières sur les produits agricoles s'élevant à 38,2 milliards de FCFA, dont 80 % concernent l'année 2024 et 20 % l'année 2025. Ces pertes touchent principalement la culture industrielle destinée à l'exportation, représentant 28,0 milliards de FCFA, soit 73,4 % du total des pertes. Parmi celles-ci, 27,8 milliards de FCFA sont attribués à la production de coton. Les pertes dans la production de fruits sont évaluées à 4,3 milliards de FCFA, soit 11,1 % des pertes totales, et concernent principalement la production de banane. Les céréales, quant à elles, ont subi des pertes de 1,4 milliard de FCFA, soit 3,7 % des pertes totales, principalement dues à la production de riz. Enfin, les pertes dans la production de légumes sont estimées à 691 millions de FCFA, affectant principalement l'oignon et la patate.

Dans le sous-secteur de l'élevage, les inondations ont entraîné des pertes de cheptel dans les zones de Podor et Bakel. Ces pertes représentent environ 0,8 % des abattages contrôlés prévus pour 2024. Il est raisonnable de conclure que ces pertes n'auront pas d'incidences majeures sur l'activité du sous-secteur de l'élevage ni sur l'approvisionnement en bétail en 2024 et 2025. Cependant, elles pourraient entraîner une diminution des revenus pour les personnes affectées, compte tenu de l'importance de l'élevage dans la région. Les pertes financières liées à cette situation sont estimées à 856 millions de F CFA en 2024.

Plusieurs concessions, cases et infrastructures (routes, pistes de production, établissements hôteliers, centres de santé, écoles, etc.) ont été affectées par ces inondations. Toutefois, les statistiques disponibles se limitent à la région de Tamba, où le coût des dommages aux infrastructures est estimé à 1,2 milliard de FCFA.

Globalement, les pertes sont estimées à 38 milliards de FCFA dans le secteur agricole, 856 millions de FCFA dans le secteur de l'élevage et 1,2 milliard de FCFA dans les infrastructures. Ces dommages devraient affecter la croissance économique de 2024, voire celle de 2025, ainsi que le déficit budgétaire, le solde de la balance commerciale, la demande intérieure en produits agricoles et en produits d'élevage, et, par ricochet, les prix intérieurs.

Malgré la raréfaction des ressources halieutiques, le sous-secteur de la **pêche et de l'aquaculture** connaît une reprise en 2024. Ainsi, après une chute de 3,3% en 2023, le sous-secteur a progressé de 2,7% en 2024. La dynamique en 2024 est attribuable, principalement, à la pêche artisanale qui s'est renforcée de 3,6%. En effet, le volet artisanal a bénéficié des conditions météorologiques beaucoup plus favorables, ainsi que de la levée de certaines interdictions telles que la pêche nocturne et la capture de mullet noir (dans le cadre du protocole de pêche avec la République Islamique de Mauritanie).

Avec la production des premiers barils de pétrole en juin 2024, le **secteur secondaire** a bénéficié de la redynamisation des activités extractives. A fin 2024, la production de pétrole est ressortie à 16,9 millions de barils contre une prévision initiale de 11,7 millions de barils lors de la LFI 2024 et une révision à 15 millions de barils au mois d'octobre 2024. Par conséquent, les activités du **secteur secondaire** se sont considérablement renforcées, au terme de l'année 2024, avec une croissance estimée à 18,7%. Ce dynamisme du secteur secondaire en 2024 est porté, essentiellement, par l'activité d'extraction de pétrole brut. Par contre, l'activité du secondaire hors hydrocarbures a affiché un ralentissement avec un taux de croissance estimé à 2,9% en 2024 contre 5,2% en 2023.

Les **activités extractives** ont affiché une forte hausse de 187,5% par rapport à l'année précédente, sous l'effet principalement de la production de pétrole. La valeur ajoutée de la branche « **pétrole et gaz** » représente 38,5% de celle des activités extractives et 11,4% de celle du secteur secondaire. La contribution de la branche « pétrole et gaz » à la croissance du PIB réel s'établit à 3,6 points en 2024.

Après un repli de 9,1% en 2023, les activités extractives hors pétrole et gaz ont connu une hausse de 3,5% en 2024, malgré la baisse des productions de l'or et du sel et natron. En effet, cette reprise est soutenue par la production de phosphates qui a enregistré une hausse de 3,4% en 2024, en liaison avec la consolidation de la demande étrangère adressée au Sénégal. Dans le même sillage, le sous-secteur extractif hors hydrocarbures a bénéficié du dynamisme de la production de zircon qui a progressé de 42,6% en 2024 sous l'effet principalement de la bonne tenue de la demande étrangère, notamment, européenne. En revanche, elles ont été amoindries par le repli de 13,7% de la production d'or, lequel représente 42,9% de la sous-branche. Cette baisse de la production aurifère résulte du recul de la

demande mondiale mais également de la chute de la teneur en or des fosses exploitées (-6,7%). Cette hausse des extractives hors hydrocarbures a été atténuée également par les replis respectifs de la production du sel et d'attapulгите de 15,2% et 5%.

S'agissant de **la fabrication de produits agroalimentaires** en 2024, elle s'est renforcée de 4,9% en 2024 après une hausse de 3,1% en 2023. Cette évolution est imputable, principalement, au dynamisme de la fabrication des corps gras alimentaires (+18,1%), d'aliments pour animaux (+17,9%), de pain et pâtisserie (+5,4%), de produits à base de céréales (+3,5%), de « sucre, chocolaterie et confiserie » (+7,3%).

Concernant **les corps gras alimentaires**, l'activité a enregistré, en 2024, une hausse de 18,1% imputable à l'augmentation de la production d'huile brute d'arachide consécutive à la progression de la demande étrangère. En effet, les exportations d'huile brute d'arachide ont progressé de 12,0% sur la période. Pour ce qui est du niveau de collecte de graines par les huileries, elle s'est établie à 50 078 tonnes en 2024, contre 32 031 tonnes un an plus tôt, soit une amélioration de 56,3%.

L'activité de raffinage, pour sa part, a affiché une baisse après une forte reprise en 2023. Sur l'année 2024, un recul de 5,5% des activités de raffinage a été observé principalement dû au relèvement des cours dudit produit. La baisse de 14,6% des importations d'huiles brutes de pétrole confirme les difficultés de la branche raffinage.

Dans le sous-secteur de **l'électricité et du gaz**, l'activité s'est bien comportée, en 2024, avec une consolidation de la production, en liaison avec l'élargissement de l'offre au niveau des producteurs indépendants et le renforcement de la couverture du territoire national par le réseau électrique. La bonne tenue de la branche reflète la vigueur relevée sur les ventes d'électricité, sur l'ensemble des tranches à l'exception de la haute tension qui a affiché un repli de 3,4%. En effet, la consommation en basse tension s'est consolidée de 7,2%, à la faveur d'un renforcement de la demande des ménages tandis que les offres sur la moyenne tension se sont renforcées de 11,0%, suite à l'accroissement de nouveaux adhérents. Les exportations d'électricité ont fortement augmenté (+101,0%) sur cette période, portées par la demande gambienne. Au total, sur l'année 2024, la valeur ajoutée de la branche « électricité et gaz » s'est renforcée de 12,1% contre 11,6% en 2023.

Dans le secteur de **l'hydraulique et de l'assainissement**, l'activité est ressortie en hausse de 6,2% en 2024 contre 6,4% en 2023, suite au renforcement de la production d'eau avec le projet KMS3 et à la poursuite des installations et réhabilitations de forages en milieu rural et urbain. Le volet « assainissement » a connu également des avancées notoires, malgré les insuffisances relevées pour satisfaire la demande.

Dans le sous-secteur de **la construction**, l'activité a été contrainte par l'arrêt de plusieurs chantiers publics depuis le deuxième trimestre de l'année, conduisant à un fort ralentissement de la croissance du secteur qui se situe à 0,4%, contre une hausse de 17,4% un an plus tôt.

S'agissant de **la fabrication des matériaux de construction**, l'activité est en baisse de 0,2% en 2024, en liaison avec le ralentissement de la construction. Cette contraction est imputable à la demande publique et privée, à travers les mesures de suspension temporaire.

S'agissant du sous-secteur de **la fabrication de produits chimiques de base**, l'activité a affiché en 2024 un repli de 0,7%, après une baisse de 4,2% en 2023. Cette évolution s'explique par le recul de la production d'acide phosphorique (-5,4%) en 2024, atténué par une hausse de la production d'engrais (+43,1%) sur la même période.

Le **secteur tertiaire** a connu une décélération, poursuivant la tendance observée depuis 2022, en lien principalement avec le commerce, les services d'hébergement et restauration, l'information et la communication et les « services spécialisés, scientifiques et techniques ». Toutefois, la consolidation notée sur les services financiers et d'assurance a atténué par le ralentissement du secteur. Au total sur l'année, l'activité du secteur tertiaire ressort avec une hausse de 3,5% en 2024 contre 3,8% en 2023.

Les **activités commerciales** ont décéléré en 2024 avec une croissance de 2,9% contre 4,6% en 2023, soit un ralentissement de 1,7 point de pourcentage. Cette situation est le résultat de la conjoncture intérieure marquée par un ralentissement de la demande, reflété par la baisse du volume des importations de biens de 0,7%. Par ailleurs, ce ralentissement est le reflet de la contraction du commerce de gros de 15,1%, atténuée par une hausse de 4,0% du commerce de détail.

Le sous-secteur des **transports** continue de tirer profit de la relance de l'activité du transport ferroviaire avec le TER, mais aussi de la mise en service depuis le mois de mai 2024 du Bus Rapid Transit (BRT). En outre, la reprise de la desserte maritime entre Dakar et Ziguinchor, suspendue depuis juin 2023, a contribué au renforcement de l'activité du secteur. Au total, la croissance de l'activité des transports est ressortie à 5,3% en 2024 contre 3,4% en 2023.

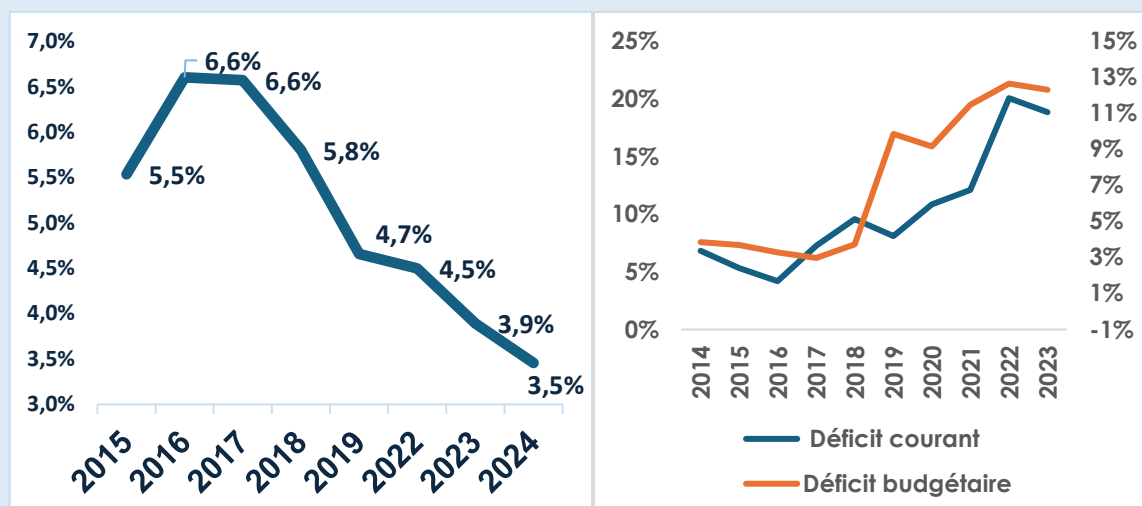
Les **services d'hébergement et de restauration** ont connu un ralentissement en 2024, en raison principalement de la baisse de l'activité dans le segment « hébergement ». Malgré les programmes ambitieux mis en œuvre pour développer les infrastructures aéroportuaires et soutenir le tourisme, le secteur poursuit sa tendance baissière amorcée depuis 2022. En effet, après une croissance de 9,0% en 2022 et 5,6% en 2023, l'activité d'hébergement et de restauration affiche une progression de 4,1% en 2024. Ce ralentissement a été accentué par les annulations de réservations survenues au premier semestre, en lien avec la situation politique qui a prévalu en début d'année.

Les **services financiers et d'assurance** sont, quant à eux, restés vigoureux, malgré le maintien du durcissement des conditions de financement des économies au plan national et international. Toutefois, avec le retour progressif de l'État sur le marché financier intérieur, de bonnes perspectives s'affichent au niveau du marché bancaire. Ainsi, le sous-secteur ressort en hausse de 8,3% en 2024 contre 5,4% en 2023. Cette tendance est en ligne avec l'évolution des crédits à l'économie qui ont crû de 5,1% à fin décembre 2024.

Les **services d'information et de communication** affichent une croissance de 2,6% en 2024 contre 5,7% un an auparavant. Ce ralentissement est lié, entre autres, aux autres « services d'information et de communication », notamment, la production audiovisuelle (TV) concurrencée activement par les nouvelles sources de diffusion d'informations en ligne, en particulier les réseaux sociaux (Youtube, Facebook, etc.). Néanmoins, le sous-secteur continue de bénéficier de la bonne tenue de la téléphonie mobile et de l'internet. De plus, l'utilisation de l'internet à travers le renforcement de la couverture nationale en 4G et de la fibre optique a boosté l'activité du sous-secteur des télécommunications.

Encadre 2 : La décélération de la croissance économique hors agriculture hors hydrocarbures

Sur la période 2014-2023, l'activité économique a crû de 5,3% en moyenne annuelle contre 3,3% sur la période 2000-2013. Cependant, **la croissance du PIB non agricole** qui ne s'est accélérée qu'entre 2014 et 2017 a entamé sa décélération depuis 2018. A fin 2024, cette croissance hors agriculture et hydrocarbures est de 3,4% et de 3,1% avec l'agriculture, soit légèrement en dessous du niveau de 2023. Nous constatons donc un retour à nos performances historiques entre 3 et 4% de croissance. On observe également au graphique 2 que la dégradation des équilibres budgétaires a été corrélée à des déséquilibres extérieurs. La dépense publique alimente essentiellement les importations.



Source : MEPC/DGPPE/DPEE, juillet 2025

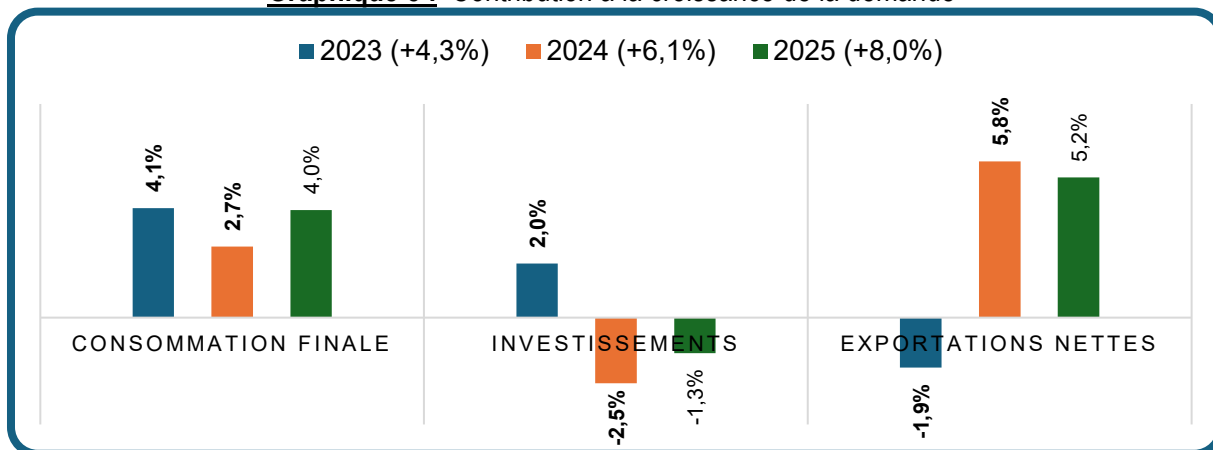
1.1.2 LES EMPLOIS DU PIB

Concernant la demande en 2024, elle est tirée par l'extérieur. En effet, les exportations ont progressé de 12,6% en 2024 contre une baisse de 6,0% en 2023, à la faveur des ventes à l'étranger des hydrocarbures consécutives au début d'exploitation des dites ressources. Les importations ont progressé de 3,5% en 2024, contre un repli de 0,9% en 2023.

Au plan intérieur, la consommation finale a progressé de 3,2% contre 5,0% en 2023 et est, dans une large mesure, portée par la progression de la composante publique (+4,4%). Le taux d'épargne intérieure est ressorti à 18,7%.

Pour ce qui est de la Formation brute de capital fixe (FBCF), elle a ralenti avec une progression de 2,6% en 2024 contre 9,3% en 2023, en liaison avec la FBCF publique qui a affiché une baisse en 2024 (-13,6%), après une forte progression l'année précédente (+18,4%). La composante privée, pour sa part, est ressorti en hausse de 6,0% en 2024. Globalement, le taux d'investissement s'établit à 34,0% en 2024 contre 35,4% un an auparavant. L'efficacité de l'investissement s'est nettement améliorée avec un ICOR qui est estimé à 5,1 contre 5,1 en 2023.

Graphique 5 : Contribution à la croissance de la demande



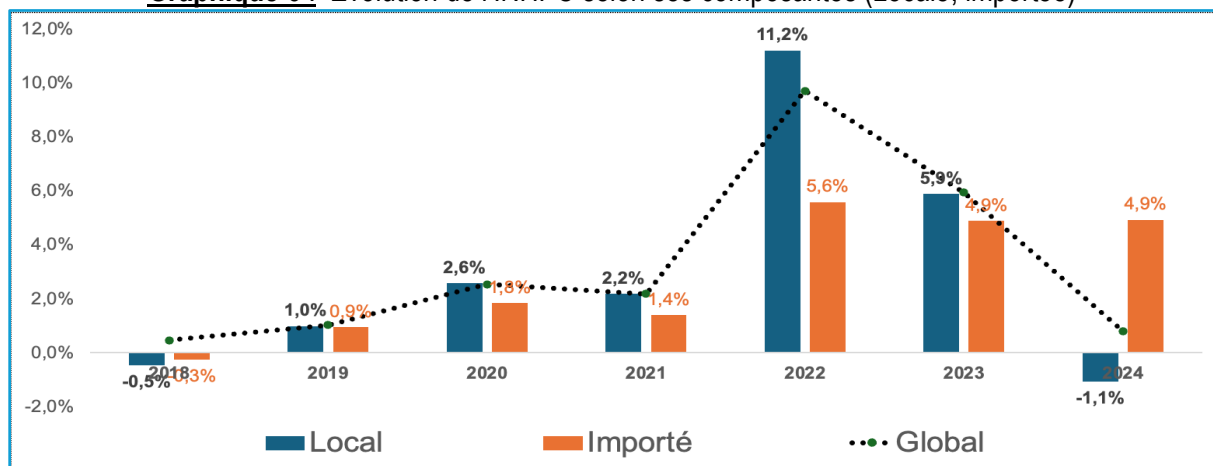
Source : DGPPE/DPEE, juillet 2025

1.1.3 L'INFLATION

S'agissant des prix, l'inflation, mesurée par l'indice national harmonisé des prix à la consommation (INHPC), est ressortie à 0,8% en 2024 contre 5,9% en 2023. Cette quasi-stabilité des prix est observée au niveau de tous les postes de consommation, à l'exception des meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer (+2,1%).

Le niveau de l'inflation est entièrement expliqué par le niveau des prix des produits importés (30,0% du panier) qui a progressé en 2024 de 4,9%. Quant aux produits locaux, une baisse des prix de 1,1% en moyenne a été relevée sur la période sous revue.

Graphique 6 : Évolution de l'INHPC selon ses composantes (Locale, importée)



Source : DGPPE/DPEE, juillet 2025

1.1.4 LA COMPÉTITIVITÉ

L'économie sénégalaise a enregistré des pertes de compétitivité, estimées à 0,9% en 2024, comparativement à l'année précédente. Cette situation est imputable à l'appréciation du franc CFA par rapport aux monnaies des pays partenaires commerciaux (+8,1%), malgré un différentiel d'inflation en faveur de l'économie nationale (-7,1%). Sur la période sous-revue, les pertes de compétitivité ont été plus révélées vis-à-vis des partenaires de la CEDEAO hors UEMOA (+43,7%).

1.2. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN 2025

1.2.1. LES RESSOURCES DU PIB

L'année 2025 devrait consacrer le début de la mise en œuvre des projets et programmes pour l'atteinte des objectifs fixés dans le cadre la stratégie nationale de développement (SND 2025-2029). Elle marque également le début d'exploitation du gaz et l'exploitation en année pleine du pétrole. Par ailleurs, la baisse des taux directeurs de la Banque centrale de 25 points de base pour renforcer l'accès au crédit à l'Etat et au secteur privé devrait profiter à l'économie nationale.

Globalement, le taux de croissance du PIB réel est projeté à 8,0% en 2025 contre une estimation de 6,1% en 2024. Cette croissance serait largement tirée par le secondaire (+18,8%), le secteur primaire (+7,2%) et, dans une moindre mesure, par le secteur tertiaire (+3,3%). Hors agriculture et hydrocarbures, l'activité économique progresserait de 3,8% contre 3,5% en 2024.

Dans le **secteur primaire**, l'activité attendue en hausse de 7,2% en 2025 après une baisse de 3,0% en 2024, serait soutenue par tous les sous-secteurs. Le secteur primaire qui représente environ 17,2% du PIB, contribuerait à 1,0 point à la croissance en 2025.

L'année 2025 devrait être marquée par l'augmentation à 130 milliards du budget alloué à la campagne 2025/2026 et le début de la mise en place des coopératives à l'échelle nationale. Au total, la croissance de l'agriculture et des activités annexes est projetée à 8,2% en 2025 contre une baisse de 6,3% en 2024, sous l'hypothèse d'une pluviométrie normale.

L'activité d'élevage, pour sa part, devrait consolider sa dynamique avec le programme national de développement intégré de l'élevage (PNDIES). La croissance économique du sous-secteur est projetée à 5,8% en 2025 contre 4,6% un an plus tôt. Elle bénéficierait également des coopératives agricoles communales.

L'activité de la pêche bénéficierait d'abord des efforts de préservation et de restauration de la biodiversité marine, y compris les habitats. Elle tirerait profit également des initiatives de développement de l'aquaculture avec l'installation d'unités de production d'aliments de poisson. En outre, l'assainissement de la gouvernance du secteur qui a été amorcée avec la publication de la liste des bateaux de pêche présents dans les eaux sénégalaises devraient permettre de réduire la pêche illicite ou non déclarée. Enfin, le non renouvellement des accords de pêche avec l'Union européenne devrait

favoriser la reproduction des ressources et être profitable à la pêche artisanale. Au total, le sous-secteur retrouverait progressivement sa dynamique avec une hausse de 2,8% en 2025 contre 2,7% en 2024.

Le **secteur secondaire** devrait poursuivre son dynamisme, en 2025, porté par la production de pétrole et de gaz. Globalement, la croissance du secteur secondaire est attendue à 18,8% en 2025 contre 18,7% en 2024. Cette évolution serait largement attribuable aux activités extractives (+75,0%), soutenue par l'exploitation du pétrole et du gaz dont la production devrait afficher une hausse de 113,3%. La croissance du secteur secondaire hors hydrocarbures devrait être soutenue par le regain de l'activité dans le raffinage, la fabrication de produits chimiques, les autres industries manufacturières et la production d'eau, d'assainissement et de traitement de déchets. Ainsi, la croissance du secteur secondaire hors hydrocarbures est projetée à 4,3% en 2025 contre 2,9% en 2024.

Pour les **activités extractives** hors hydrocarbures, la production de l'or se renforcerait à la faveur de l'exploitation de la mine de Massawa avec des réserves estimées à 2,6 millions d'onces pour une durée de vie initiale de 12 ans. Ainsi, la croissance de l'activité extractive hors hydrocarbures s'établirait à 6,8% en 2025 contre 3,5% en 2024.

La sous-branche « **pétrole et gaz** » devrait se consolider en 2025 coïncidant avec une année de pleine production. En effet, les prévisions de 2025 tablent sur une production de pétrole de 30,5 millions de barils dans la phase 1 de Sangomar et GTA et 30,2 Tbtu de gaz naturel liquéfié dans la phase 1 de GTA. Le poids de cette sous-branche représente 50,8% des activités extractives et 18,2% du secteur secondaire. La croissance de la sous-branche « pétrole et gaz » devrait s'établir à 113,3%, correspondant à une contribution à la croissance du PIB réel en 2025 de 3,8 points.

La fabrication de **produits agroalimentaires** ressortirait en hausse de 4,6% en 2025 contre une estimation de 4,9% en 2024, marquant ainsi un ralentissement de 0,3 point de pourcentage. Cette situation serait soutenue par la vigueur des activités d'abattage, de transformation et de conservation de viandes qui devraient croître de 5,9%, à la faveur des projets lancés pour une meilleure production animale et d'une professionnalisation des acteurs des chaînes de valeur de l'élevage. Dans le même sillage, la fabrication de produits alimentaires à base de céréales devrait se relever à 5,0% grâce, notamment, à l'amélioration de la production agricole, la formation des producteurs et au développement des agropoles pour renforcer la chaîne de valeur des produits alimentaire à base de céréales. Par ailleurs, la fabrication de « **corps gras alimentaires** » devrait ralentir avec une croissance attendue à 6,1% contre une hausse de l'activité de ladite branche de 18,1% en 2024, malgré le bon approvisionnement en intrants et la reprise des principales unités de la SONACOS.

Pour ce qui est du **raffinage de pétrole**, l'activité devrait rester dynamique avec la baisse du cours du baril. En parallèle, le sous-secteur bénéficierait aussi des efforts engagés dans le cadre du processus de modernisation de la SAR et du démarrage en février 2025, de l'approvisionnement de la

société par le pétrole brut domestique. L'activité est projetée en hausse de 11,8% en 2025 contre un repli de 5,5% en 2024.

S'agissant de la fabrication de **produits chimiques de base**, l'activité devrait se redresser permettant une reprise de 6,4% en 2025 contre un repli de 0,7% en 2024. Par ailleurs, la mise en œuvre de projets structurants pour l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire devrait être un facteur stimulant pour la production d'engrais dans un contexte de renforcement de la production agricole, en plus de l'expansion de la demande mondiale en produits chimiques et fertilisants.

Le sous-secteur de l'**électricité** devrait connaître un ralentissement en 2025, sous l'effet de la transition énergétique en cours, notamment la conversion des centrales électriques fonctionnant au fioul vers le gaz naturel dans le cadre de la stratégie « **Gas to power** ». Cette transition devrait permettre de réduire la facture énergétique, diminuer les émissions polluantes et renforcer la souveraineté énergétique du Sénégal. Ainsi, la croissance du sous-secteur « **électricité et gaz** » est attendue en hausse avec une progression de 8,1% en 2025 contre 12,1% en 2024.

Concernant la « **construction** », l'activité serait marquée par le ralentissement des travaux d'investissement public et privé en liaison avec les contraintes budgétaires. Toutefois, les autorités prévoient des mesures de relance du secteur à travers la régularisation des arriérés dans les BTP. Au total, l'activité de construction devrait s'inscrire en baisse de 1,8% en 2025 contre une légère hausse de 0,4% en 2024.

Pour sa part, le sous-secteur des **matériaux de construction**, avec le démarrage des Ciments de l'Afrique (CIMAF), devrait se relever faiblement pour répondre à la demande intérieure et extérieure, essentiellement du Mali et des autres pays limitrophes. Cette dynamique intervient dans un contexte de ralentissement du secteur de la construction, marqué par une baisse du chiffre d'affaires dans plusieurs segments du BTP en 2024. Au total, l'activité des matériaux de construction ressortirait en légère hausse de 0,2% en 2025 contre un repli de 0,2% un an plus tôt.

L'activité dans le **secteur tertiaire** serait soutenue en 2025 par les services d'hébergement et de restauration, l'information et communication, et les services financiers et d'assurance. Globalement, le tertiaire devrait progresser de 3,3% en 2025 contre 3,5% en 2024. Cette décélération serait expliquée par le ralentissement des services de transport, des services financiers d'assurance, des activités scientifiques et techniques, des services d'administration et des activités de santé.

Les **activités commerciales** devraient se relancer en 2025 à la faveur de la reprise de la demande intérieure en 2025, soutenue par une bonne dynamique de la consommation publique et privée. Le sous-secteur du commerce devrait également tirer profit de la reprise attendue de la campagne agricole au titre de l'année 2025/2026 après la contre-performance enregistrée un an plus tôt. En revanche, la dynamique du sous-secteur pourrait être amoindrie par la décélération du commerce

international imputable aux barrières tarifaires imposées par les États-Unis. Globalement, l'activité commerciale devrait s'inscrire en hausse de 3,4% en 2025 contre 2,9% en 2024.

Le sous-secteur des **transports** devrait profiter en 2025 de la pleine mise en exploitation du Bus Rapid Transit (BRT). La reprise en année pleine de la desserte maritime entre Dakar et Ziguinchor, suspendue depuis juin 2023, devrait soutenir l'activité du transport maritime. Enfin, le transport de marchandises devrait soutenir la dynamique du secteur à la faveur de la bonne tenue de la campagne agricole attendue en 2025. Au total, la croissance de l'activité des transports est projetée à 4,8% en 2025 contre 5,3% en 2024.

La reprise attendue des **services d'hébergement** en 2025 s'explique par l'effet de rattrapage par rapport à l'année 2024 marquée par les tensions sociales, liées notamment au réaménagement du calendrier électoral. Par ailleurs, le sous-secteur bénéficierait de l'appui de l'État qui compte poursuivre son accompagnement visant à rendre le tourisme local plus attractif et à préparer les Jeux olympiques de la Jeunesse prévues en 2026. Au total, la croissance du sous-secteur est projetée en hausse de 8,6% en 2025 contre 4,1% en 2024.

L'activité du secteur tertiaire profiterait également de la bonne tenue des **services d'information et de communication, tirés par le mobile et l'internet haut débit (4G et 5G) qui devraient enregistrer une demande alimentée tant par la poussée démographique que par la digitalisation progressive de l'économie**. Ainsi, la production des services d'information et de communication est projetée à 7,0% en 2025 contre 2,6% un an plus tôt avec une amélioration des activités du sous-secteur des télécommunications dont la croissance devrait s'établir à 7,2% en 2025.

1.2.2. LES EMPLOIS DU PIB

Au titre de la demande en 2025, la consommation finale se consoliderait à 5,0% après 3,2% en 2024, dans un contexte de détente des prix intérieurs. Au total, la consommation finale représenterait 81,3% du PIB en 2025, soit au même niveau qu'en 2024, ce qui porterait le taux d'épargne intérieure à 18,7% en 2025.

Le taux d'investissement, mesuré par la Formation brute de capital fixe (FBCF), devrait baisser pour s'établir à 33,5% du PIB en 2025, contre 34,0% du PIB en 2024, en raison notamment de la baisse des investissements publics qui reflète la volonté manifeste des autorités d'assainir les finances publiques. La FBCF devrait progresser, en termes réels, de 4,4% en 2025, sous l'effet, principalement, de l'investissement privé qui est attendu à 7,7% en 2025, contre un repli de 14,7% pour la composante publique.

Du côté de la demande extérieure, les exportations et des importations de biens et services sont projetées, respectivement, en hausse de 19,0% et de 0,1% en 2025. Comme en 2024, la demande extérieure demeure le principal moteur de la croissance économique grâce aux exportations d'hydrocarbures.

1.2.3. L'INFLATION

L'inflation, mesurée par le déflateur du PIB, pour sa part, est projetée à 1,0% en 2025, contre 0,7% en 2024. Elle bénéficierait de la détente des cours mondiaux des produits de base particulièrement du pétrole qui est attendu en baisse en 2025, malgré les tensions au Moyen Orient.

2. LES FINANCES PUBLIQUES

2.1. EXERCICE BUDGÉTAIRE EN 2024

En 2024, la gestion budgétaire a été marquée par les mesures correctives engagées par les autorités pour prendre en charge l'assainissement des finances publiques et poser les jalons de la consolidation budgétaire, en phase avec la vision Sénégal 2050. Globalement, le déficit budgétaire, dons compris, est estimé à 2668,9 milliards, soit 13,4% du PIB à fin 2024 contre 2749,3 milliards (14,8% du PIB) en 2023, soit une amélioration de 1,5 point de pourcentage.

2.1.1. LES RECETTES

Les ressources totales de l'État sont ressorties en hausse de 145,5 milliards, soit une variation de 3,8%. Ainsi, elles sont passées de 3859,8 milliards en 2023 à 4005,2 milliards en 2024. Elles sont constituées de recettes budgétaires pour une valeur de 3877,1 milliards et des dons à hauteur de 128,1 milliards.

S'agissant des recettes budgétaires, elles ont crû de 205,9 milliards, soit une hausse de 5,6% comparativement à 2023. Cette amélioration est attribuable, principalement, aux recettes fiscales qui ont progressé de 230,3 milliards (+6,7%).

La croissance des recettes fiscales est portée par la bonne tenue des recouvrements des « impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital » et des « impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales » qui ont augmenté, respectivement, de 13,5% et 9,3%, pour s'établir à 1278,7 milliards et 498,4 milliards.

La hausse des « impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital » s'explique par la mobilisation satisfaisante de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur les revenus des personnes physiques, recouverts, respectivement, à hauteur de 610,8 milliards, 659,2 milliards, correspondant à des augmentations de 21,2% et 7,7%. S'agissant de l'impôt sur les sociétés, sa progression est essentiellement portée par les activités des secteurs tertiaire et secondaire, dont les versements ont augmenté, respectivement, de 19,4% et 16,6%. Ces performances s'expliquent par les hausses enregistrées dans les activités des sous-secteurs des télécommunications, des services portuaires, des banques et assurances, ainsi que du commerce de produits pétroliers pour le secteur tertiaire. Pour le secteur secondaire, elles résultent essentiellement du dynamisme des industries de la farine et de l'énergie. Concernant l'impôt sur les revenus, la progression est attribuable, principalement, à la progression de la contribution du secteur minier.

Concernant les impôts sur le commerce extérieur et les transactions, ils sont portés essentiellement par les droits de porte qui ont été mobilisés à hauteur de 498,4 milliards en 2024 contre 456,0 milliards en 2023, soit une hausse de 9,3%.

En revanche, sur la fiscalité indirecte, les impôts sur les biens et services intérieurs ont progressé faiblement (+1,6%), reflétant le bon recouvrement du FSIPP qui s'est confortée de 50,7 milliards (+96,5%), amoindri, toutefois, par les baisses de mobilisation de la TVA intérieure (-4,5%) et de la TVA à l'importation (-2,6%).

Au total, la pression fiscale au titre de l'année 2024 est ressortie à 18,6%, soit au même niveau qu'en 2023.

Les dons sont estimés à 128,1 milliards en 2024, soit une baisse de 32,1% par rapport à 2023 traduisant essentiellement l'absence de mobilisation de dons budgétaires (0,1 milliard), en raison notamment de la suspension du programme avec le FMI.

2.1.2. LES DÉPENSES

Le volume global des dépenses constituées des charges et des acquisitions d'actifs non financiers (investissements) est ressorti à 6674,1 milliards à fin 2024 contre 6609,1 milliards en 2023, soit une faible hausse de 1,0%. Ce dynamisme traduit le bon comportement des dépenses courantes (+16,2%) atténué par le repli des investissements(-20,1%). En effet, les investissements ont enregistré une baisse de 557,2 milliards passant globalement de 2769,6 milliards en 2023 à 2212,5 milliards en 2024. Cette situation s'explique par la réduction de 185,3 milliards (-17,2%) des investissements sur ressources intérieures et de 371,6 milliards (-22,0%) des investissements sur ressources extérieures.

Quant aux charges d'intérêts sur la dette, la masse salariale et les transferts et subventions, ils ont enregistré des hausses respectives de 32,7%, 10,7% et 17,4% pour se situer respectivement à 822,3 milliards, 1402,6 milliards et 1849,6 milliards en 2024.

2.1.3. LE FINANCEMENT

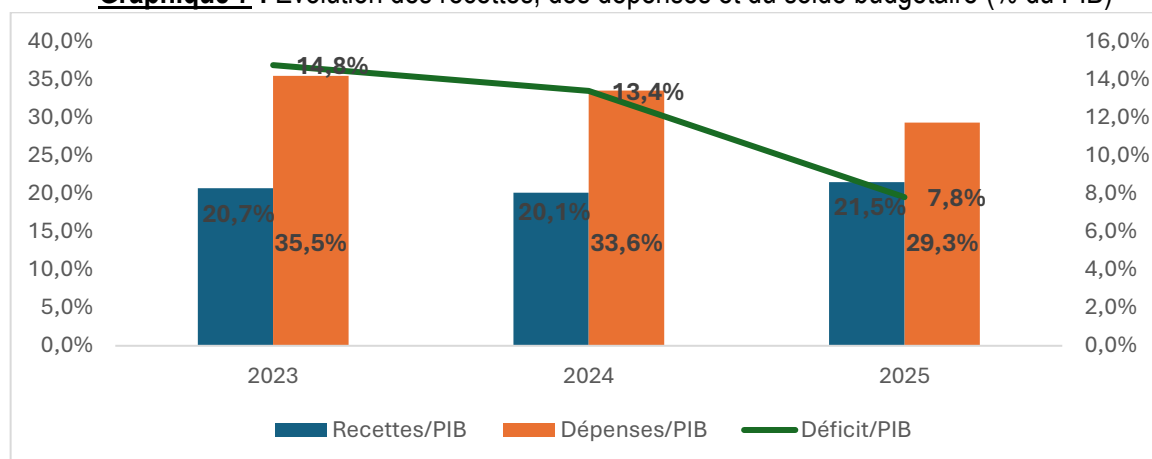
Le déficit budgétaire a été financé essentiellement par une accumulation de passifs à hauteur de 2889,7 milliards atténué par des acquisitions nettes d'actifs financiers de 219,6 milliards. Au niveau des passifs, la partie extérieure a contribué pour un montant de 2139,3 milliards avec des montants de prêts projets estimés à 1192,3 milliards, de tirages de trésorerie effectués à hauteur de 81,8 milliards et de titres de créances nets de 507,1 milliards. En termes de remboursement, l'amortissement de la dette extérieure est évalué à 868,6 milliards auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux.

2.2. PERSPECTIVES BUDGÉTAIRES EN 2025

Les projections budgétaires dans le cadre de la loi de finances rectificatives (LFR 2025) se déroulent dans un contexte particulier. Au plan international, une révision à la baisse de la croissance mondiale a été opérée en raison de la montée des tensions commerciales, des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, des conditions de financement toujours contraignantes et des conflits au Moyen Orient. Au plan interne, la situation budgétaire devrait être marquée par la révision des perspectives de croissance, notamment, à cause de la suspension de l'aide américaine, la baisse du cours du baril et l'arrêt de plusieurs chantiers de BTP. Par ailleurs, les résultats d'audit de la Cour des Comptes publiés en février 2025 ont été pris en compte.

La gestion budgétaire devrait ressortir avec un déficit budgétaire projeté à 1695,8 milliards (7,8% du PIB) contre un déficit, projeté initialement à 1600,4 milliards, soit 7,1% du PIB dans la LFI 2025.

Graphique 7 : Evolution des recettes, des dépenses et du solde budgétaire (% du PIB)



Source : DGCPT/DPEE

2.2.1. LES RECETTES

Au titre de l'année 2025, les recettes globales sont projetées à 4668,9 milliards dans la LFR 2025 contre un montant de 4794,6 milliards prévu initialement dans la LFI 2025, soit un ajustement à la baisse de 125,8 milliards en valeur absolue et de 2,6% en valeur relative. Elles sont constituées principalement de recettes budgétaires internes projetées à 4382,3 milliards et de dons à hauteur de 286,6 milliards. La révision à la baisse est imputable aux recettes budgétaires. Par rapport à 2024, les ressources globales devraient enregistrer une hausse de 17,0% (+678,9 milliards).

Les ressources budgétaires de 2025 sont attendues en contraction de 3,7% par rapport aux prévisions de la LFI 2025. Elles sont composées de recettes fiscales pour 4099,6 milliards et des autres recettes à hauteur de 282,7 milliards. Le repli des ressources budgétaires est sous l'impulsion des recettes fiscales notamment les recouvrements des « impôts sur les biens et services », des « impôts sur les revenus et les bénéfices et gains en capital » et, dans une moindre mesure, des « impôts sur le commerce extérieur » qui devraient s'établir, respectivement, à 1984,4 milliards (-8,6%), 1389,7 milliards

(-4,9%) et 542,8 milliards (-0,8%). Comparativement à 2024, les recettes fiscales et non fiscales sont attendues en hausse, respectivement, de 11,0% et 52,8%.

Globalement, la pression fiscale est projetée à 18,9% du PIB dans la LFR 2025 contre 19,3% initialement prévu dans la LFI 2025 et 18,6% en 2024.

Concernant les dons, malgré la suspension actuelle du programme avec le FMI, le montant escompté des dons budgétaires programmé dans la LFI 2025 est maintenu dans les prévisions de la LFR, soit 45 milliards. Par ailleurs, une hausse des dons en capital est attendue portant ces derniers à un montant estimé à 241,6 milliards, soit +41,6 milliards de plus que le montant initialement prévu dans la LFI 2025. Globalement, les dons sont attendus en hausse de 173,7 milliards par rapport à 2024.

2.2.3. LES DÉPENSES

S'agissant des dépenses publiques, elles sont projetées à 6364,7 milliards dans la LFR 2025 contre 6395,1 milliards prévus initialement dans la LFI 2025, soit un léger repli de 30,4 milliards ou 0,5% en valeur relative. En effet, les charges d'intérêt sur la dette devraient ressortir à 1057,1 milliards contre 932,1 milliards initialement positionnés dans la LFI 2025 et 822,3 milliards payés en 2024, soit des hausses respectives de 13,4% et 28,6%. Quant aux utilisations de biens et services, elles sont attendues à 420,3 milliards dans la LFR 2025 soit plus de 12,3 milliards par rapport à la LFI 2025 et 34,9 milliards par rapport aux réalisations de 2024. Par ailleurs, les rémunérations, incluant les prestations sociales et le personnel des ambassades, sont maintenues au même niveau que la LFI, soit 1498,0 milliards, malgré l'impact des mesures issues du pacte social. Cependant, les transferts et subventions sont attendus en baisse de 56,7 milliards pour se situer à 1453,3 milliards dans la LFR 2025.

Concernant les acquisitions nettes d'actifs non financiers qui regroupent les investissements exécutés par l'Etat (51,6 milliards) et ceux financés sur ressources extérieures (1349,2 milliards), elles devraient enregistrer une hausse globale de 3,9% pour se situer à 1400,8 milliards dans la LFR 2025. Cette hausse est attribuable à l'augmentation des investissements sur ressources externes, en liaison avec la hausse des prêts projets de 182,2 milliards.

Comparativement à 2024, les dépenses budgétaires sont prévues en hausse de 152,5 milliards (+2,5%).

2.2.4. LE FINANCEMENT

Le déficit budgétaire projeté à 1695,8 milliards, devrait être financé essentiellement par une accumulation nette de passifs sous l'impulsion notamment des tirages sur les prêts et des titres publics émis sur le marché financier régional et international.

Ainsi, les tirages sur prêts programme et ceux sur prêts projets sont attendus respectivement à 595,4 milliards et 1107,6 milliards dans la LFR 2025. Quant au financement extérieur net sous forme de titres publics, il devrait ressortir à 854,7 milliards dans la LFR 2025.

3. LA BALANCE DES PAIEMENTS

3.1. ESTIMATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNÉE 2024

Les transactions du Sénégal avec le reste du monde se sont traduites par une atténuation du déficit du compte courant de 1 205,6 milliards en 2024, passant de 3 683,3 milliards (19,8% du PIB) en 2023 à 2 477,7 milliards (12,5% du PIB). Par ailleurs, le solde du compte capital est passé de 165,6 milliards en 2023 à 177,4 milliards en 2024. Quant au solde du compte financier, entre 2023 et 2024, il est marqué par une baisse des engagements nets de 1 222,1 milliards pour se situer à 2 362,9 milliards. Par conséquent, l'excédent du solde global de la balance des paiements est évalué à 77,2 milliards contre 80,7 milliards en 2023.

3.1.1. EVOLUTION DE LA BALANCE COURANTE

Le déficit du compte des transactions courantes est estimé à 2 477,7 milliards (12,5% du PIB) en 2024 contre 3 683,3 milliards (19,8% du PIB) en 2023. Cette situation est principalement expliquée par la réduction du déficit de la balance commerciale (+853,2 milliards), de la balance des services (+216,5 milliards) et par l'augmentation du solde du revenu secondaire (+395,7 milliards). En revanche, le solde du revenu primaire s'est dégradé, passant ainsi de 700,0 milliards en 2023 à 959,9 milliards 2024.

S'agissant des échanges extérieurs, le solde commercial s'est amélioré de 853,2 milliards pour se situer à 2 374,2 milliards, en liaison avec la hausse des exportations de biens (+810,0 milliards) conjuguée à la baisse des importations de biens (-43,2 milliards). Pour ce qui est de l'augmentation des exportations de biens, elle est, principalement, liée à la hausse des ventes de produits pétroliers et gaziers (+599,3 milliards dont 471,4 milliards pétrole brut et de gaz), d'or (+65,7 milliards), de zircon (+16,3 milliards) et de ciment (+13,0 milliards). L'accroissement des exportations de biens est freiné, essentiellement, par la baisse des expéditions de produits horticoles (-50,1 milliards) et de produits halieutiques (-16,3 milliards). S'agissant du repli des importations de biens, elle reflète, notamment, la diminution des achats de biens intermédiaires (-24,9 milliards). En outre, les importations de produits pétroliers et de biens d'équipement ont diminué respectivement de 91,4 milliards et de 44,5 milliards.

Pour ce qui est de la balance des services, en 2024, le déficit s'est atténué de 216,5 milliards pour se situer à 1 357,4 milliards, comparativement à 2023, sous l'effet du recul des importations de services de 361,1 milliards.

Quant au solde du compte du revenu primaire, entre 2023 et 2024, il s'est dégradé de 259,9 milliards en passant de 700,0 milliards à 959,9 milliards, en relation avec la hausse des intérêts sur la dette publique de 179,5 milliards.

Concernant l'excédent du solde du revenu secondaire, il se situe à 2 213,7 milliards en 2024 contre 1 818,0 milliards en 2023, en liaison particulièrement avec l'augmentation des transferts des migrants de 368,6 milliards.

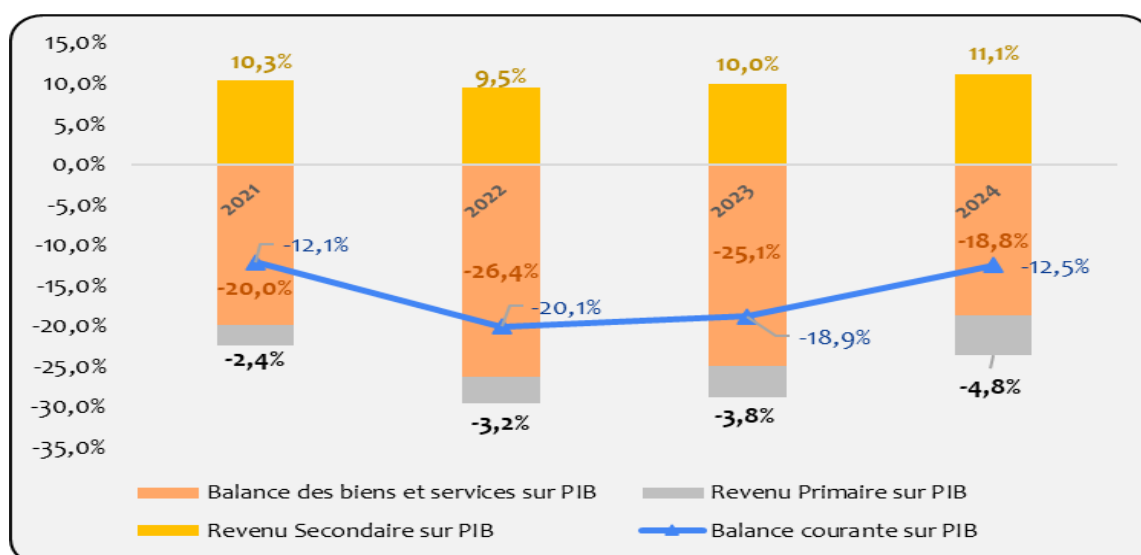
3.1.2. EVOLUTION DU COMPTE DE CAPITAL ET DU COMPTE FINANCIER

Le solde du compte de capital a enregistré une hausse de 11,8 milliards pour se situer à 177,4 milliards en 2024, comparé à un an auparavant, en relation principalement, avec l'augmentation des transferts de capital de 11,6 milliards.

Par ailleurs, le solde du compte financier a affiché une baisse des engagements nets de 1222,1 milliards pour se situer à 2 362,9 milliards, en 2024 comparativement à 2023, attribuable à la contraction des investissements directs de 1 620,0 milliards. En revanche, les investissements de portefeuille ont augmenté de 368,9 milliards.

En définitive, l'excédent du solde global de la balance des paiements est passé de 80,7 milliards à 77,2 milliards entre 2023 et 2024.

Graphique 8 : Evolution du compte courant et de ses composantes (en % du PIB)



Source : BCEAO/ Calculs DPEE, Juin 2025

3.2. PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS EN 2025

3.2.1. EVOLUTION DE LA BALANCE COURANTE

Le déficit du compte courant serait évalué à 1 403,4 milliards en 2025 contre 2 477,7 milliards en 2024, soit une atténuation de 1074,3 milliards. Cette situation serait imputable, principalement, à l'amélioration des soldes des comptes des biens (+922,4 milliards), des services (+153,7 milliards) et du revenu secondaire (+274,3 milliards). Elle serait, toutefois, atténuée par le renforcement du déficit des revenus primaires (-275,9 milliards). En outre, le déficit courant rapporté au PIB devrait se réduire de 6,0

points de pourcentage en s'établissant à 6,5% du PIB en 2025, comparé à 2024 à la faveur de l'amélioration de la balance commerciale consécutive aux exportations d'hydrocarbures.

Le déficit de la balance commerciale devrait s'établir à 1 451,8 milliards en 2025 contre 2 374,2 milliards en 2024, en liaison avec une hausse des exportations (+1 053,8 milliards) conjuguée à la baisse des importations de biens (-131,4 milliards). S'agissant de la hausse des exportations de biens, elle s'expliquerait, principalement, par l'augmentation des ventes de produits pétroliers (+695,0 milliards) parallèlement à la hausse de la production de pétrole brut et gaz, de produits halieutiques (+42,0 milliards), de produits horticoles (+15,1 milliards) et d'or (+73,4 milliards). Quant au recul des importations de biens, il serait imputable, essentiellement, à la réduction des achats de produits pétroliers (-42,8 milliards) et ceux alimentaires (-97,9 milliards).

Pour ce qui est du déficit de la balance des services, entre 2024 et 2025, il s'améliorerait de 153,7 milliards, passant de 1 357,4 milliards à 1 203,7 milliards, sous l'effet de l'atténuation des importations de services (+89,4 milliards) conjugué à l'accroissement des exportations de services de 64,3 milliards.

Pour sa part, la balance des revenus primaires afficherait un déficit de 1 235,8 milliards en 2025, soit une détérioration de 959,9 milliards par rapport à 2024. De plus, les intérêts sur la dette publique extérieure passeraient 669,4 milliards à 716,9 milliards entre 2024 et 2025.

Concernant la balance des revenus secondaires, elle est projetée à 2 488,0 en 2025, soit une consolidation de 274,3 milliards, comparée à 2024 ; laquelle serait fortement expliquée par le renforcement des transferts des migrants (+217,5 milliards).

3.2.2. EVOLUTION DU COMPTE DE CAPITAL ET DU COMPTE FINANCIER

Le compte de capital devrait dégager un excédent de 168,7 milliards en 2025 contre 177,4 milliards en 2024, soit une diminution de 8,7 milliards en relation avec le recul des transferts de capitaux aux administrations publiques d'un montant de 11,3 milliards.

Le déficit du compte financier afficherait une valeur de 1 561,8 milliards en 2025 contre 2 362,9 milliards en 2024, soit une baisse des engagements nets de 801,1 milliards expliquée, principalement, par le recul des investissements directs étrangers (-837,6 milliards) et des autres investissements (-364,0 milliards), atténuée, toutefois, par le renforcement des investissements de portefeuille (+393,1 milliards).

Ainsi, l'excédent du solde global de la balance des paiements serait estimé à 327,1 milliards en 2025 contre 77,2 milliards en 2024.

4. LA SITUATION MONÉTAIRE

4.1. ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONÉTAIRE EN 2024

En 2024, la situation monétaire est marquée en 2024 par une hausse des avoirs extérieurs nets (+77,2 milliards), un accroissement des créances intérieures (+498,1 milliards) et une expansion de la masse monétaire (+3,9%).

4.1.1. LES AVOIRS EXTÉRIEURS NETS

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont estimés à 2 118,5 milliards en 2024 contre 2 041,3 milliards en 2023, soit une hausse de 77,2 milliards, reflétant, principalement, l'augmentation des avoirs extérieurs nets de la banque centrale de 303,0 milliards.

4.1.2. LES CRÉANCES INTÉRIEURES

L'encours des créances intérieures, pour sa part, a enregistré un accroissement de 498,1 milliards pour se hisser à 10 320,0 milliards en 2024, comparé à 2023. Cette situation est attribuable à la progression des créances nettes sur l'économie des banques commerciales de 325,3 milliards. Le taux de financement bancaire de l'économie est estimé à 33,8% en 2024 contre 34,4% un an auparavant.

4.1.3. LA MASSE MONÉTAIRE

La masse monétaire a crû de 3,9% (+378,9 milliards), passant de 9 827,5 milliards en 2023 à 10 206,5 milliards en 2024. Cet accroissement de la liquidité globale s'explique par le renforcement de la circulation fiduciaire (+345,2 milliards). Au total, le taux de liquidité globale de l'économie est estimé à 51,3% en 2024 contre 52,8% en 2023.

4.2. PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONÉTAIRE EN 2025

La situation monétaire serait marquée, en 2025, par une hausse des avoirs extérieurs nets (+327,2 milliards), une progression des créances intérieures 1,7% (+176,8 milliards) et une expansion de la masse monétaire (+4,9%). La faible hausse des créances intérieures résulte de la progression des créances à l'économie de +6,8%, combinée à une baisse de 7,7 % des créances nettes sur l'administration centrale.

5. LES RISQUES MACROÉCONOMIQUES

L'activité économique interne reste singulièrement vulnérable face aux incertitudes qui planent sur **l'économie mondiale**. En effet, les tensions géopolitiques à l'échelle sous régionale et internationale restent un défi majeur pour le Sénégal. La persistance de l'inflation et le maintien ou durcissement des conditions de financement des économies des pays en développement constituent les risques majeurs pour notre économie.

Au plan externe, les risques concernent, notamment, (i) le durcissement des conditions de financement ; (ii) le renchérissement des cours du pétrole et de gaz et ; (iii) la hausse vertigineuse des cours des autres produits de base. La mesure quantitative de ces risques fait ressortir un manque à gagner en termes de croissance qui varie entre 0,1 et 2 points de pourcentage sur le moyen terme. S'agissant des finances publiques, le déficit budgétaire devrait se dégrader en moyenne entre 1 et 2,7 points de pourcentage.

Au plan interne, faut-il le rappeler, le Sénégal a débuté la production de pétrole au mois de juin 2024 et de gaz en janvier 2025. Toutefois, face aux fluctuations des cours du baril et aux incertitudes qui planent sur le profil de production, l'exploitation du pétrole et de gaz constitue principalement un risque majeur sur les prévisions du cadrage macroéconomique. Ainsi, les risques suivants ont été examinés : **(i)** une baisse de la production de pétrole et de gaz initialement prévue ; **(ii)** une baisse de la pluviométrie ; **(iii)** la couverture des besoins de financement public et ; **(iv)** le changement climatique et **(v)** les tensions sociales. La mesure quantitative de l'impact de ces risques montre des pertes de croissance qui peuvent atteindre 6,0 points de pourcentage en liaison, notamment, avec la baisse de la production de pétrole et de gaz. Sur les finances publiques, la survenance de ces chocs pourrait entraîner une dégradation du déficit budgétaire en moyenne de deux (2) points de pourcentage en rapport à l'augmentation des subventions et transferts de l'Etat pour atténuer les impacts négatifs.

ANNEXES

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB réel

Croissance du PIB	2021	2022	2023	2024 est.	2025 prév.
Secteur Primaire	0,8%	0,2%	5,9%	-3,0%	7,2%
Agriculture et activités annexes	0,7%	-1,7%	7,6%	-6,3%	8,2%
Élevage et chasse	3,1%	5,4%	3,9%	4,6%	5,8%
Sylviculture, exploitation forestière,	1,9%	2,8%	3,0%	2,6%	4,0%
Pêche et pisciculture	-6,1%	1,2%	-3,3%	2,7%	2,8%
Secteur Secondaire	7,1%	2,5%	5,2%	18,7%	18,8%
Activités extractives	11,1%	-1,4%	-9,1%	187,5%	75,0%
<i>Dont production de Pétrole et de Gaz</i>					113,3%
Abattage, transformation et conservation des viandes	3,0%	6,6%	5,1%	2,9%	5,9%
Transformation et conservation de poissons, crustacés et mollusques	15,8%	-0,2%	-2,5%	-0,6%	-0,1%
Fabrication de corps gras alimentaires	-7,5%	-5,7%	-9,9%	18,1%	6,1%
Riz décortiqué et farines	3,6%	3,5%	6,2%	5,9%	5,3%
Fabrication d'aliments pour animaux	2,1%	-2,0%	10,7%	17,9%	4,4%
Fabrication de pain et pâtisseries	4,2%	4,3%	3,9%	5,4%	4,4%
Fabrication de produits alimentaires à base de céréales n.c.a	5,3%	2,9%	2,9%	3,5%	5,0%
Conserves de fruits et légumes	4,7%	2,5%	2,8%	1,1%	4,7%
Fabrication de produits laitiers et glaces alimentaires	0,5%	13,5%	11,8%	11,0%	5,6%
Fabrication de sucre, chocolaterie et confiserie	16,7%	11,0%	3,6%	7,3%	4,7%
Fabrication d'autres produits alimentaires	4,7%	-1,8%	1,7%	2,8%	5,1%
Fabrication de boissons	14,0%	12,6%	-2,6%	-4,2%	4,6%
Produits à base de tabac	16,4%	-26,3%	31,6%	2,8%	2,3%
Raffinage pétrole, cokéfaction,	7,9%	-22,5%	41,1%	-5,5%	11,8%
Fabrication de produits chimiques	3,6%	3,3%	-4,2%	-0,7%	6,4%
Matériaux de construction	13,8%	-4,8%	12,7%	-0,2%	0,2%
Egrenage de coton et fabrication de textiles	6,4%	4,7%	2,8%	4,0%	2,7%
Travail du cuir; fabrication d'article de voyage; chaussures	4,4%	1,5%	0,3%	2,5%	0,7%
Sciage et rabotage du bois	12,2%	2,6%	0,4%	1,1%	5,6%
Papiers, cartons et articles en papier ou carton	13,2%	21,0%	-4,7%	-10,9%	11,5%
Produits pharmaceutiques	7,8%	-13,7%	-4,7%	7,6%	5,3%
Savons, parfums et produits d'entretien	1,5%	0,0%	19,3%	6,1%	10,9%
Produits du caoutchouc et plastique	14,9%	3,1%	2,0%	6,5%	6,2%
Produits métallurgiques de base et fonderie et fabrication d'ouvrages en métaux	-1,7%	6,7%	13,3%	-3,3%	-3,4%
Autres matériels de transport	-1,4%	3,4%	-3,0%	0,0%	5,4%
Autres produits manufacturés	9,8%	8,0%	8,9%	-5,6%	6,0%
Electricité et gaz	6,5%	13,2%	11,6%	12,1%	8,1%
Eau, Assainissement et Traitement des déchets	5,8%	7,8%	6,4%	6,2%	8,6%
Construction	5,9%	-6,4%	17,4%	0,4%	-1,8%
Secteur Tertiaire	7,7%	5,1%	3,8%	3,5%	3,3%
Commerce	4,5%	2,8%	4,6%	2,9%	3,4%
Transports	8,4%	7,3%	3,4%	5,3%	4,8%
Services d'hébergement et restauration	8,4%	9,0%	5,6%	4,1%	8,6%
Information et Communication	9,9%	7,0%	5,7%	2,6%	7,0%
<i>Services des Télécommunications</i>	8,5%	7,7%	7,8%	5,5%	7,2%
<i>Autres services d'information et de communication</i>	15,2%	4,8%	-2,3%	-9,0%	6,2%
Services financiers et d'assurance	13,1%	8,5%	5,4%	8,3%	5,9%
Services immobiliers	5,6%	2,3%	4,0%	2,0%	2,4%
Services spécialisés, scientifiques et techniques	7,2%	11,9%	-3,7%	-3,3%	-3,5%
Services de soutien au bureau	14,9%	6,9%	2,9%	1,5%	3,1%
Services d'administration publique	4,6%	5,1%	5,7%	9,1%	2,8%
Enseignement	19,7%	4,0%	4,4%	2,3%	2,5%
Activités de santé et action sociale	11,0%	5,4%	3,1%	6,7%	3,4%
Activités à caractère collectif ou personnel	4,5%	10,9%	-2,8%	6,1%	4,0%
Services domestique	3,6%	3,4%	2,9%	3,6%	3,7%
Autres services	3,2%	2,7%	3,5%	3,9%	5,6%
Taxes sur biens et services	8,5%	5,6%	2,1%	4,2%	4,9%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	6,5%	3,9%	4,3%	6,1%	8,0%
PRODUIT INTERIEUR BRUT Hors PétroGaz (aux prix du marché)	6,5%	3,9%	4,3%	2,5%	4,2%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)	6,3%	3,6%	4,5%	6,3%	8,3%
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)	7,3%	4,5%	3,9%	7,5%	7,9%
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole et hors hydrocarbures (au prix du marché)	7,3%	4,5%	3,9%	3,5%	3,8%
Production de biens et services	8,1%	3,6%	5,9%	6,3%	8,3%
Importations de biens et services	16,0%	14,4%	-0,4%	3,5%	0,1%
Taxes nettes sur les produits	8,5%	5,6%	2,1%	4,2%	4,9%
TOTAL DES RESSOURCES	9,8%	6,1%	4,2%	5,6%	6,3%
Consommations intermédiaires	10,3%	3,6%	7,6%	6,3%	8,3%
Consommation finale	5,2%	3,5%	5,0%	3,2%	5,0%
publique	14,4%	1,7%	5,0%	4,4%	8,5%
privée	3,4%	3,8%	5,0%	3,0%	4,2%
Formation brute de capital fixe	15,8%	11,0%	9,3%	2,6%	4,4%
publique	5,4%	-12,0%	18,4%	-13,6%	-14,7%
privée	18,8%	17,0%	7,5%	6,0%	7,7%
Aquisition objets de valeur	7,7%	8,2%	7,5%	7,3%	7,2%
Exportations de biens et services	22,5%	3,7%	-6,0%	12,6%	19,0%
TOTAL DES EMPLOIS	9,8%	6,1%	4,2%	5,6%	6,3%

Source : DPEE/DGPPE/MEPC

Tableau 2 : PIB nominal

PIB courant	2021	2022	2023	2024 est.	2025 prév.
Secteur Primaire	2 373,3	2 830,6	3 241,9	3 309,1	3 721,7
Agriculture et activités annexes	1 577,1	1 831,9	2 182,4	2 146,7	2 438,9
Élevage et chasse	560,0	742,1	797,0	880,8	980,0
Sylviculture, exploitation forestière,	60,4	71,0	81,8	85,0	89,6
Pêche et pisciculture	175,8	185,6	180,7	196,6	213,2
Secteur Secondaire	3 649,3	4 315,2	4 261,7	4 975,9	5 772,3
Activités extractives	698,3	880,1	846,4	1 472,6	2 064,8
<i>Dont production de Pétrole et de Gaz</i>			-	566,7	1 049,3
Abattage, transformation et conservation des viandes	159,4	174,5	184,9	194,7	210,9
Transformation et conservation de poissons, crustacés et mollusques	109,0	151,7	165,5	167,2	169,8
Fabrication de corps gras alimentaires	71,6	91,5	87,9	99,6	106,7
Riz décortiqué et farines	141,6	151,6	211,5	217,3	231,2
Fabrication d'aliments pour animaux	40,0	38,5	52,1	59,6	63,5
Fabrication de pain et pâtisseries	89,8	95,3	95,5	98,0	103,3
Fabrication de produits alimentaires à base de céréales n.c.a	40,4	48,2	52,2	52,6	55,8
Conserves de fruits et légumes	51,3	56,6	65,0	64,4	69,1
Fabrication de produits laitiers et glaces alimentaires	95,1	108,0	119,8	131,7	136,0
Fabrication de sucre, chocolaterie et confiserie	75,3	70,8	85,8	93,6	100,2
Fabrication d'autres produits alimentaires	89,5	97,3	99,2	106,8	112,8
Fabrication de boissons	89,8	83,8	100,6	100,9	108,3
Produits à base de tabac	23,2	18,6	29,2	30,0	31,3
Raffinage pétrole, cokéfaction,	56,0	99,1	80,4	74,5	79,8
Fabrication de produits chimiques	152,8	326,9	132,0	128,9	137,2
Matériaux de construction	80,2	79,8	115,7	112,9	116,0
Egrenage de coton et fabrication de textiles	296,8	321,6	335,7	350,7	361,1
Travail du cuir; fabrication d'article de voyage; chaussures	13,6	13,9	14,8	15,2	15,3
Sciage et rabotage du bois	84,9	89,9	93,6	94,3	99,6
Papiers, cartons et articles en papier ou carton	45,6	55,3	52,3	48,1	55,1
Produits pharmaceutiques	11,9	9,9	10,2	10,3	10,9
Savons, parfums et produits d'entretien	46,7	47,7	44,7	44,8	50,8
Produits du caoutchouc et plastique	71,1	76,1	83,4	88,4	93,8
Produits métallurgiques de base et fonderie et fabrication d'ouvrages en métaux	113,1	125,9	104,4	93,9	91,8
Autres matériels de transport	49,5	50,4	48,9	49,3	52,4
Autres produits manufacturés	204,6	213,8	242,5	228,3	244,7
Electricité et gaz	174,0	243,1	204,3	241,9	273,8
Eau, Assainissement et Traitement des déchets	123,1	133,3	139,7	148,4	162,8
Construction	351,1	362,0	363,4	356,9	363,7
Secteur Tertiaire	7 710,5	8 629,8	9 232,8	9 630,0	10 057,2
Commerce	1 918,0	2 215,4	2 475,8	2 569,1	2 696,8
Transports	513,3	545,8	545,4	581,3	616,4
Services d'hébergement et restauration	153,7	159,2	177,8	190,2	211,8
Information et Communication	530,1	533,3	555,4	569,9	593,4
<i>Services des Télécommunications</i>	388,3	382,4	405,0	432,0	468,3
<i>Autres services d'information et de communication</i>	141,8	150,9	150,4	137,9	125,2
Services financiers et d'assurance	376,1	431,6	447,3	491,3	526,5
Services immobiliers	1 132,7	1 184,3	1 199,3	1 229,4	1 267,2
Services spécialisés, scientifiques et techniques	659,4	732,7	695,5	684,7	672,0
Services de soutien au bureau	267,8	284,7	293,2	294,1	308,4
Services d'administration publique	904,2	1 049,9	1 170,7	1 261,6	1 319,9
Enseignement	736,9	920,6	1 048,1	1 091,5	1 141,2
Activités de santé et action sociale	230,4	257,2	288,8	312,4	328,4
Activités à caractère collectif ou personnel	55,7	67,1	68,0	72,5	75,6
Services domestique	82,3	87,9	95,1	100,0	104,8
Autres services	149,9	160,0	172,3	181,8	194,7
Taxes sur biens et services	1 528,0	1 554,6	1 883,1	1 978,1	2 139,3
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	15 261,1	17 330,1	18 619,5	19 893,0	21 690,5
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)	13 733,1	15 775,6	16 736,4	17 915,0	19 551,2
PRODUIT INTERIEUR BRUT Hors PétroGaz (aux prix du marché)	15 261,1	17 330,1	18 619,5	19 326,3	20 641,2
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)	13 623,6	15 427,2	16 355,3	17 661,3	19 162,1
Production de biens et services	24 639,4	28 143,3	30 198,7	32 325,2	35 277,6
Importations de biens et services	6 827,3	9 167,7	8 991,0	8 643,4	8 685,4
Taxes nettes sur les produits	1 528,0	1 554,6	1 883,1	1 978,1	2 139,3
TOTAL DES RESSOURCES	32 994,7	38 865,6	41 072,7	42 946,6	46 102,3
Consommations intermédiaires	10 906,3	12 367,7	13 462,3	14 410,2	15 726,4
Consommation finale	12 475,0	14 019,2	15 501,5	16 169,1	17 632,0
publique	1 502,7	1 502,7	1 502,7	1 576,1	1 718,5
privée	10 972,4	12 516,5	13 998,9	14 593,0	15 913,4
Formation brute de capital fixe	5 184,0	6 014,8	6 588,5	6 763,7	7 266,9
publique	1 259,0	978,0	1 281,5	1 315,5	1 253,9
privée	3 925,0	5 036,8	5 307,1	5 448,2	6 013,0
Aquisition objets de valeur	35,4	40,3	46,6	52,0	57,1
Exportations de biens et services	3 760,3	4 627,0	4 302,0	4 911,8	6 029,9
TOTAL DES EMPLOIS	32 994,7	38 865,6	41 072,7	42 946,6	46 102,3

Source : DPEE/DGPPE/MEPC

Tableau 3 : Évolution du déflateur

Evolution du déflateur du PIB	2021	2022	2023	2024 est.	2025 prév.
Secteur Primaire	3,2%	19,0%	8,1%	5,3%	4,9%
Agriculture et activités annexes	0,2%	18,1%	10,7%	4,9%	5,0%
Élevage et chasse	12,9%	25,7%	3,3%	5,7%	5,2%
Sylviculture, exploitation forestière,	2,8%	14,3%	12,0%	1,3%	1,3%
Pêche et pisciculture	4,6%	4,3%	0,7%	6,0%	5,5%
Secteur Secondaire	4,0%	15,3%	-6,1%	-1,6%	-2,4%
Activités extractives	5,1%	27,8%	5,8%	-39,5%	-19,9%
<i>Dont production de Pétrole et de Gaz</i>					-13,2%
Abattage, transformation et conservation des viandes	7,6%	2,7%	0,8%	2,3%	2,3%
Transformation et conservation de poissons, crustacés et mollusques	-5,8%	39,4%	11,9%	1,6%	1,6%
Fabrication de corps gras alimentaires	44,0%	35,5%	6,7%	-4,1%	1,0%
Riz décortiqué et farines	-16,6%	3,4%	31,4%	-3,0%	1,0%
Fabrication d'aliments pour animaux	1,2%	-1,7%	22,1%	-3,0%	2,0%
Fabrication de pain et pâtisseries	-10,1%	1,7%	-3,5%	-2,7%	1,0%
Fabrication de produits alimentaires à base de céréales n.c.a	-1,7%	15,9%	5,3%	-2,7%	1,0%
Conserves de fruits et légumes	0,8%	7,7%	11,8%	-2,0%	2,5%
Fabrication de produits laitiers et glaces alimentaires	1,1%	0,0%	-0,8%	-0,9%	-2,3%
Fabrication de sucre, chocolaterie et confiserie	-9,1%	-15,3%	16,8%	1,6%	2,3%
Fabrication d'autres produits alimentaires	2,3%	10,7%	0,3%	4,7%	0,5%
Fabrication de boissons	-4,2%	-17,2%	23,2%	4,7%	2,6%
Produits à base de tabac	-4,7%	8,9%	19,1%	0,0%	1,9%
Raffinage pétrole, cokefaction,	71,0%	128,3%	-42,5%	-1,9%	-4,3%
Fabrication de produits chimiques	179,1%	107,2%	-57,9%	-1,7%	0,0%
Matériaux de construction	-30,4%	4,5%	28,7%	-2,2%	2,6%
Egrenage de coton et fabrication de textiles	2,1%	3,5%	1,5%	0,5%	0,3%
Travail du cuir; fabrication d'article de voyage; chaussures	-6,2%	0,6%	6,2%	0,0%	0,1%
Sciage et rabotage du bois	8,4%	3,2%	3,8%	-0,4%	0,0%
Papiers, cartons et articles en papier ou carton	0,0%	0,2%	-0,9%	3,2%	2,7%
Produits pharmaceutiques	-2,6%	-3,2%	7,9%	-5,6%	0,3%
Savons, parfums et produits d'entretien	-15,8%	2,1%	-21,5%	-5,6%	2,2%
Produits du caoutchouc et plastique	-2,2%	3,8%	7,4%	-0,5%	0,0%
Produits métallurgiques de base et fonderie et fabrication d'ouvrages en métaux	25,9%	4,3%	-26,8%	-7,0%	1,2%
Autres matériels de transport	21,9%	-1,4%	-0,1%	0,8%	0,8%
Autres produits manufacturés	-1,2%	-3,2%	4,1%	-0,3%	1,1%
Electricité et gaz	-6,8%	23,4%	-24,7%	5,6%	4,6%
Eau, Assainissement et Traitement des déchets	-0,9%	0,5%	-1,5%	0,0%	1,0%
Construction	4,0%	10,1%	-14,5%	-2,2%	3,8%
Secteur Tertiaire	0,4%	6,5%	3,0%	0,8%	1,1%
Commerce	2,4%	12,4%	6,8%	0,8%	1,5%
Transports	2,3%	-0,9%	-3,4%	1,2%	1,2%
Services d'hébergement et restauration	-1,8%	-5,0%	5,8%	2,8%	2,5%
Information et Communication	-9,1%	-6,0%	-1,5%	0,0%	-2,7%
<i>Services des Télécommunications</i>	-11,7%	-8,5%	-1,8%	1,2%	1,2%
<i>Autres services d'information et de communication</i>	-2,1%	1,5%	2,0%	0,8%	0,3%
Services financiers et d'assurance	-1,0%	5,8%	-1,7%	1,4%	1,2%
Services immobiliers	-0,7%	2,2%	-2,6%	0,5%	0,7%
Services spécialisés, scientifiques et techniques	1,5%	-0,7%	-1,4%	1,8%	1,7%
Services de soutien au bureau	0,1%	-0,6%	0,1%	-1,2%	1,7%
Services d'administration publique	6,3%	10,5%	5,4%	-1,2%	1,8%
Enseignement	-5,7%	20,1%	9,1%	1,8%	2,0%
Activités de santé et action sociale	-3,2%	6,0%	8,9%	1,4%	1,7%
Activités à caractère collectif ou personnel	4,3%	8,7%	4,2%	0,6%	0,2%
Services domestique	5,2%	3,2%	5,2%	1,5%	1,0%
Autres services	3,2%	4,0%	4,1%	1,5%	1,4%
Taxes sur biens et services	-1,4%	-3,7%	18,7%	0,8%	3,1%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	1,4%	9,3%	3,1%	0,7%	1,0%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)	1,8%	10,8%	1,5%	0,7%	0,8%
PRODUIT INTERIEUR BRUT Hors PétroGaz (aux prix du marché)	1,4%	9,3%	3,1%	1,3%	2,5%
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)	1,6%	8,4%	2,0%	0,5%	0,5%
Production de biens et services	3,6%	10,2%	1,3%	0,7%	0,8%
Importations de biens et services	5,9%	17,3%	-1,5%	-7,1%	0,4%
Taxes nettes sur les produits	-1,4%	-3,7%	18,7%	0,8%	3,1%
TOTAL DES RESSOURCES	3,7%	11,0%	1,4%	-0,9%	1,0%
Consommations intermédiaires	6,1%	9,5%	1,2%	0,7%	0,8%
Consommation finale	1,2%	8,6%	5,3%	1,0%	3,8%
publique	-12,6%	-1,7%	-4,7%	0,5%	0,5%
privée	3,9%	9,9%	6,5%	1,2%	4,6%
Formation brute de capital fixe	4,1%	4,5%	0,2%	0,1%	2,9%
publique	7,6%	-11,7%	10,7%	18,8%	11,8%
privée	3,8%	9,7%	-2,0%	-3,2%	2,5%
Aquisition objets de valeur	6,6%	5,1%	7,5%	4,1%	2,5%
Exportations de biens et services	5,0%	18,7%	-1,0%	1,4%	3,2%
TOTAL DES EMPLOIS	3,7%	11,0%	1,4%	-0,9%	1,0%

Source : DPEE/DGPPE/MEPC

Tableau 4 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE)

TOFE Administration Centrale	2021	2022	2023	2024	2025 LFI	2025 LFR
Recettes totales	3 045,3	3 468,9	3 859,8	4 005,2	4 794,6	4 668,9
pm. Recettes budgétaires hors dons (Recettes internes)	2 914,7	3 313,6	3 671,2	3 877,1	4 549,6	4 382,3
Recettes fiscales	2 660,0	3 058,7	3 461,8	3 692,1	4 359,6	4 099,6
Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	793,9	997,3	1 126,4	1 278,7	1 462,1	1 389,7
Impôts sur les salaires et main d'œuvre	33,1	39,3	41,2	45,1	53,0	52,5
Impôts patrimoine	55,5	52,7	65,1	65,8	61,1	50,1
Impôts sur les biens et services (y compris FSIPP)	1 336,9	1 444,6	1 723,1	1 750,4	2 171,8	1 984,4
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	392,6	480,9	456,0	498,4	547,4	542,8
Autres recettes fiscales	48,1	43,9	50,0	53,8	64,3	80,1
Cotisations sociales						
Dons	130,6	155,3	188,6	128,1	245,0	286,6
Budgétaire	17,1	23,4	74,6	0,1	45,0	45,0
En capital	113,5	131,9	114,0	128,0	200,0	241,6
Autres recettes	254,7	254,9	209,4	185,0	190,0	282,7
Depenses totales	5 132,6	6 256,9	6 609,1	6 674,1	6 395,1	6 364,7
Charges	3 697,9	5 085,0	4 701,4	5 257,3	5 046,6	4 963,9
Remunération des salaires (y comp. Prestations soc.)	885,8	1 102,9	1 267,1	1 402,5	1 498,0	1 498,0
Utilisations de bien et services	380,2	372,8	375,7	385,4	408,0	420,3
Interets sur :	344,1	423,3	619,7	822,3	932,1	1 057,1
<i>Dette extérieure</i>	254,1	322,8	489,9	669,4	634,5	716,9
<i>Dette intérieure</i>	89,9	100,5	129,8	152,9	297,5	340,2
Subventions	91,0	139,5	134,3	46,5	207,5	63,2
Dons (courants et en capital)	1 348,6	2 103,5	1 702,1	2 192,8	1 815,8	1 748,7
Dons courants	669,7	1 237,1	962,6	1 395,3	1 117,3	1 213,5
Dons en capital	678,9	866,3	739,5	797,4	698,5	535,2
Autres charges	625,4	917,3	580,8	375,2	185,3	176,6
Solde brut de gestion	-577,5	-1 390,1	-841,6	-805,7	-251,9	-295,1
TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS:	852,0	1 620,4	1 077,5	892,1		
Acquisition nette actifs non financiers	1 434,7	1 172,0	1 907,7	1 416,8	1 348,5	1 400,8
Investissement financé/ress. internes et exécuté par l'Etat	173,1	325,7	213,9	94,7	181,5	51,6
Investissement financé/ressources externes et exécuté en projet	1 259,9	1 092,0	1 692,2	1 320,3	1 167,0	1 349,2
Capacité/besoin financement (excédent/déficit)	-2 087,3	-2 788,0	-2 749,3	-2 668,9	-1 600,4	-1 695,8

Source : DGCPT/DPEE

Tableau 5 : Balance des paiements

Libellé	2021	2022	2023	2024	2025
a- Compte des transactions courantes (1+2+3)	-1 845,0	-3 457,0	-3 683,3	-2477,7	-1403,4
1- Biens et services	-3 048,8	-4 540,7	-4 801,3	-3 731,6	-2 655,6
Balance des biens	-1 662,4	-3 010,2	-3 227,4	-2374,2	-1451,8
Exportations de biens FOB dont :	3 044,7	3 731,2	3 348,4	4158,4	5212,2
<i>Produits halieutiques</i>	365,1	522,4	512,9	496,6	538,6
<i>Produits arachidières</i>	168,6	100,9	72,2	72,2	87,3
<i>Produits horticoles</i>	145,7	146,1	173,5	123,4	140,2
<i>Engrais solides</i>	33,1	34,6	37,8	28,8	75,8
<i>Acide phosphorique</i>	265,3	471,9	264,7	264,4	317,2
<i>Phosphate</i>	22,1	47,7	49,9	55,4	58,9
<i>Produits pétroliers</i>	448,5	648,9	676,4	1 275,7	1 970,7
<i>Or</i>	604,2	649,9	597,1	662,8	736,2
<i>Titane</i>	87,8	115,8	85,1	98,1	109
<i>Zircon</i>	62,5	87,6	62,5	78,8	87,5
<i>Ciment</i>	86,2	75,7	106,5	108,8	110,8
<i>Divers</i>	755,6	829,8	709,8	893,3	980
Importations de biens FOB	-4 707,1	-6 741,4	-6 575,8	-6532,6	-6664
Importations de biens CAF dont :	-5 401,2	-7 566,1	-7 255,0	-7 250,4	-7 396,2
<i>Produits alimentaires</i>	-950,6	-1 207,5	-1 131,4	-1 156,3	-1 058,4
<i>Autres biens de consommation courante</i>	-529,6	-606,5	-601,8	-627,6	-703,7
<i>Produits pétroliers</i>	-1 359,0	-2 360,6	-2 137,7	-2 229,1	-2 186,3
<i>Biens intermédiaires</i>	-1 210,0	-1 555,2	-1 399,1	-1 199,6	-1 289,0
<i>Biens d'équipement</i>	-1 128,7	-1 452,0	-1 714,2	-1 758,7	-1 881,4
<i>Autres importations</i>	-223,3	-384,4	-270,9	-279,1	-277,4
Balance des services	-1 386,4	-1 530,6	-1 573,9	-1 357,4	-1 203,7
Crédit	714,7	895,8	898	753,4	817,7
Dont voyage	199,4	335,2	357,5	346,8	384,8
Débit	-2 101,2	-2 426,4	-2 471,9	-2110,8	-2021,4
Dont fret et assurances	-640,1	-764,2	-669,4	-857,2	-874,4
2- Revenu primaire	-367,6	-558,3	-700	-959,9	-1235,8
Dont intérêts sur la dette publique	-254,1	-322,8	-489,9	-669,4	-716,9
3- Revenu secondaire	1 571,4	1 642,0	1 818,0	2 213,7	2488
- Administrations publiques	11,5	26,4	-16,5	53,3	5,2
Dont aides budgétaires	17,1	23,4	74,6	0,1	45
- Autres secteurs	1 582,9	1 668,4	1 801,5	2 267,1	2 493,2
Dont transferts des migrants (recept.)	1 622,9	1 700,8	1 842,8	2 211,4	2428,9
b- Compte de capital (4+5)	122,3	123,1	165,6	177,4	168,7
4- Acquisition/cessions d'actifs non financiers	-4	-4,1	-3,1	-2,9	-0,3
5- Transferts de capital	126,3	127,2	168,7	180,3	169
- Administrations publiques	113,5	131,9	114	128	111,8
Remises de dette	0	0	0	0	0
J-Autres transferts de capital	12,8	-4,7	54,7	52,3	57,2
- Autres secteurs	12,8	-4,7	54,7	52,3	57,2
c. Solde comptes courant et de capital (a+b)	-1 722,8	-3 333,9	-3 517,7	-2 300,4	-1 234,7
d- Compte financier (6+7+8+9)	-1 856,3	-3 244,3	-3 585,0	-2 362,9	-1 561,8
6- Investissement direct	-1 406,5	-1 783,1	-2 862,6	-1 242,6	-405
7- Investissements de portefeuille	-562,2	-528,4	-89,3	-458,2	-851,3
8- Dérivés financiers	0	0	0	0	0
9- Autres investissements	106,1	-932,9	-679,2	-669,5	-305,5
- Administrations publiques	-837,5	-1 065,2	-2 372,1	-1 632,3	-1 573,0
- Tirages	-1 118,5	-1 581,0	-3 055,2	-2 500,9	-2 514,2
- Amortissements	281	515,80	683,10	868,6	941,2
- Autres secteurs	943,6	132,3	1 692,9	962,8	1 267,5
f- Solde global (a+b-c+d)	142,2	-62,2	80,7	77,2	327,1
g- Ecart d'évaluation	0,1	9,6	-39,4	0	
Erreurs et omission	6,4	-5,6	6,7	7,4	0
h- Variation des avoirs extérieurs nets	142,2	-62,2	80,7	77,2	315,7
Taux de couverture : Export b&s/Import b&s(%)	55,2	50,5	46,9	56,8	69,4
Degré d'ouverture : (Export b&s+ Import b&s)/(2*PIB) (%)	34,6	39,8	35,7	34,1	33,9
Balance courante/PIB % du PIB (base-2014)	-12,1	-19,9	-19,8	-12,5	-6,5
Balance courante hors dons/PIB (%)	-12,2	-20,1	-20,2	-12,5	-6,7
Balance courante hors dons publics (en milliards de FC)	-1 862,1	-3 480,4	-3 757,9	-2 477,8	-1 448,4
Investissements directs étrangers/PIB (%)	9,2	10,3	15,4	6,2	1,9
Taux de progression des IDE (%)	39,9	26,8	60,5	-56,6	-67,4
P.I.B. (base 2014)	15 261,1	17 330,1	18 619,5	19 893,0	21 690,5
Balance commerciale/PIB (%)	-10,9	-17,4	-17,3	-11,9	-6,7

Source : BCEAO

Tableau 6 : Situation des institutions de dépôts (en milliards de F CFA)

Poste	2023	2024	2025
Circulation fiduciaire	2 394,6	2 739,8	2 771,6
Billets et monnaies mis en circulation	2 580,4	2 967,4	2 999,2
Encaisses des banques (à déduire)	182,7	224,5	224,5
Encaisses des Trésors (à déduire)	3,1	3,1	3,1
Dépôts transférables	4 994,3	4 828,0	5 069,9
BCEAO	2,1	1,2	1,4
Banques	4 984,3	4 818,9	5 058,2
CCP et CNE	7,9	7,9	10,4
M1	7 389,0	7 567,8	7 841,5
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	2 438,6	2 638,6	2 869,9
BCEAO	0,5	0,5	0,6
AID	2 438,1	2 638,1	2 869,2
Masse monétaire (M2)	9 827,6	10 206,5	10 711,4
Actifs extérieurs nets	2 041,3	2 118,5	2 445,7
BCEAO	1 038,0	1 341,1	1 668,2
Banques	1 003,3	777,5	777,5
Créances intérieures	9 821,9	10 320,0	10 496,8
Créances nettes sur l'Administration Centrale	3 418,5	3 591,2	3 313,4
Créances sur l'économie	6 403,5	6 728,8	7 183,4
Passifs à caractère non monétaire (2)	1 844,4	2 306,9	2 305,9
Actions et autres participations dans les ID	1 150,7	1 412,2	1 412,3
Engagements non monétaires des ID	693,7	894,7	893,6
Dépôts exclus de M2	486,4	708,8	707,7
Emprunts	200,5	185,9	185,9
Titres autres q'actions exclus de M2	6,9	0,0	0,0
Autres postes nets (3)	191,3	-74,8	-74,8
dont contrepartie des dépôts auprès des CCP	-7,9	-7,9	-10,4
Total des contreparties de M2 (4)	9 827,6	10 206,4	10 711,4

Source : BCEAO